

DOSSIER

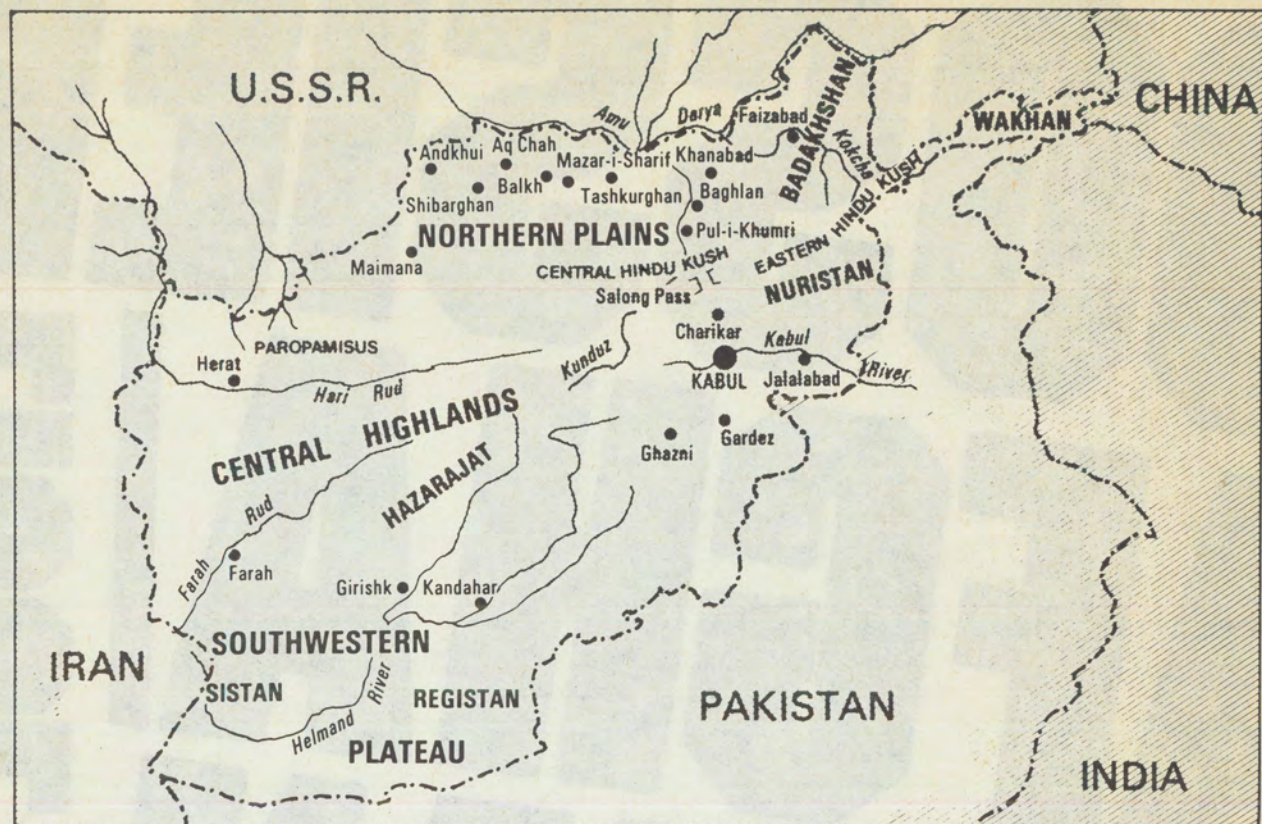
AFGHANISTAN

INTERVENTION SOVIETIQUE

REVOLUTION

5 FRANCS

LE PAYSAN COMMUNISTE



L'Afghanistan en chiffres

Entre dix-sept et dix-huit millions d'habitants, dont 80 % musulmans répartis entre 4/5 sunites et 1/5 chiites.

Plus de huit nationalités représentées sur ces dix-huit millions d'habitants : sept millions de Pachtouns, cinq à six millions de Tadjiks, un million d'Hazaras, cent millions de Baloutches, de Turkmènes, des Uzbeks, des Qazil bash, des Sikhs et des juifs... Le Pachtounistan s'étend à cheval sur l'Afghanistan et le Pakistan. Le Baloutchistan à cheval sur l'Afghanistan, l'Iran et le Pakistan. L'Uzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan à cheval sur l'Afghanistan et l'URSS...

La population compte environ 85 % de paysans (dont 15 % de nomades) et seulement 1 à 2 % d'ouvriers industriels. 14 % seulement de la population est urbanisée, essentiellement à Kaboul (700 000 habitants). Deux autres villes seulement dépassent les 100 000 habitants : Herat et Kandahar. 40 % de la population urbaine active travaille pour l'Etat.

85 % de la population est analphabète et une grosse part des 15 % alphabétisés l'est sommairement dans les écoles coraniques.

Les principales ressources viennent de l'exportation de gaz naturel (principalement en direction de l'URSS), des fruits secs et des fruits frais, du coton, des tapis et des peaux.

Le revenu par tête d'habitant est un des plus bas du monde.

Présentation

L'intervention soviétique en Afghanistan constitue le point de départ de campagnes idéologiques violentes au niveau international. Elle met non seulement en branle les machines diplomatiques et étatiques, mais divise profondément le mouvement ouvrier quant aux réponses à apporter. La confusion est d'autant plus grande que les prises de position passionnelles ignorent souvent tout de l'histoire récente de l'Afghanistan comme de repères de méthode marxiste pour analyser les enjeux de classe d'un tel conflit.

L'objet de cette brochure est de fournir un premier matériel de réflexion et une prise de position. Elle comprend cinq parties :

1. Une chronologie abrégée de l'histoire de l'Afghanistan ;
2. la résolution du secrétariat unifié de la IV^e Internationale ;
3. 13 questions et 13 réponses à propos de l'intervention soviétique ;
4. un témoignage sur la réforme agraire sous le gouvernement Taraki ;
5. des extraits de Trotsky à propos des précédentes interventions de l'armée soviétique.

Cet ensemble est accompagné de cartes et d'encadrés illustrant certains aspects particuliers de la question.

Le 10/2/1980

L'Afghanistan d'Amanullah à Babrak Karmal

L'Afghanistan n'apparaît comme Etat distinct et identifiable qu'au XVIII^e siècle. Il s'agit alors essentiellement d'une confédération des tribus pachtones, sous la direction d'Ahmud Khan, après sa victoire sur l'invasion perse en 1740.

En 1839-1842, les Anglais lancent la première guerre afghane. Leur corps expéditionnaire de 4 500 soldats anglais et indiens, accompagnés d'une suite de douze mille personnes est massacré par la résistance. Il y a un seul survivant. En 1879 cependant, les Anglais lancent une deuxième guerre sous prétexte de la réception à Kaboul d'une mission diplomatique du tsar de Russie. Ils se heurtent de nouveau à une vive résistance. Mais ils obtiennent sur le tapis vert, en vertu du traité de Gandamak, les territoires de Khyber-pass et de Michni-pass, en échange d'une allocation annuelle de 60 000 livres-sterling au roi afghan.

Les réformes d'Amanullah

Au début du XX^e siècle, le règne d'Habibullah est marqué par une montée des idées d'indépendance nationale qui bouillonnent dans cette région en effervescence. En 1919, son fils Amanullah, qui lui succède sur le trône, abolit le traité de Gandamak et se lance dans une politique de modernisation inspiré par le mouvement des jeunes turcs de Kemal Ataturk et le mouvement de Reza Kahn en Iran. Les Anglais répliquent par le bombardement de Kaboul, mais ils sont obligés de s'incliner politiquement. En août 1919, le traité de Rawalpindi restaure la souveraineté d'Amanullah sur son pays.

En mai 1919, Lénine envoie une lettre de félicitation à Amanullah pour son accession au trône et salue la lutte du peuple afghan contre l'oppression étrangère. Moscou et Kaboul échangent aussitôt des missions diplomatiques et, en novembre, Lénine envoie une nouvelle lettre à Amanullah, dans laquelle il salue l'Afghanistan comme « *le seul Etat musulman indépendant du monde* ».

Amanullah entreprend une politique de réformes, notamment d'éducation et de scolarisation. Il déclare que l'émancipation des femmes est la question clé

pour sortir son pays de l'arriération. Il ouvre les écoles aux filles et promulgue en 1921 un code de la famille qui interdit le mariage des enfants. En 1928, sa femme, la reine Soraya apparaît sans voile en public. Amanullah instaure également la conscription générale pour lutter contre la levée des troupes privées par les chefs de tribus. En 1923 la Constitution annonce un transfert de pouvoir au profit d'une Assemblée nationale élue au suffrage universel par les hommes et femmes. Ces réformes sont dans une certaine mesure plus avancées que celles d'Ataturk en Turquie ou de Reza Kahn en Iran. Mais l'armée est incapable de faire face aux révoltes tribales. En 1929, la rébellion s'étend dans la zone de Khyber-pass (déjà) et Amanullah est renversé.

La politique de son successeur Nadir Kahn constitue une véritable contre-réforme. Pour gagner les faveurs des chefs féodaux, il restaure la levée tribale des troupes. Le rôle de l'Assemblée est réduit et le pouvoir réel s'appuie désormais sur une Assemblée de mille chefs de tribus (la Loya Jugah). Tous les établissements scolaires pour femmes sont fermés, l'autorité des mollahs dans les villages est rétablie.

Assassiné en 1933, Nadir est remplacé par le jeune roi Zaher shah, dont le règne sera, jusqu'en 1953, une longue hibernation.

« Le grand jeu »

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, l'Afghanistan s'installe dans l'entente entre l'URSS et les Britanniques. Au grand jeu traditionnel dont Kaboul était le pion entre les tsars et l'Angleterre, succède le grand jeu entre la bureaucratie du Kremlin et l'impérialisme.

En 1950, le Pakistan ferme sa frontière avec l'Afghanistan en réponse aux troubles du Pachtoustan. Kaboul réplique en se tournant vers Moscou. L'URSS absorbe désormais 20 % des exportations afghanes. Après les tensions de 1961, plus de 55 % des échanges afghan s'opèrent avec l'URSS.

A partir de 1963, le prince Daoud est Premier ministre de Zaher shah. En 1955, il accueille à Kaboul une délégation soviétique conduite par Krouchtchev et

Boulganine. Après des négociations infructueuses avec Washington et après l'intégration du Pakistan au pacte militaire sous tutelle impériale (Cento), Daoud renforce ses liens avec Moscou.

En 1963, il est limogé par Zaher shah et son entourage qui subissent les pressions du régime iranien. Une nouvelle Constitution est promulguée en 1964, qui établit une nouvelle Assemblée de deux cent quinze députés, libéralise l'existence des partis, mais conserve au roi les pouvoirs réels sur le gouvernement et l'armée. Aux élections de 1965, il y a seulement 10 % de votants. Sauf dans les grandes villes, les femmes ne votent pas. Kaboul n'a que quatre sièges en tout et pour tout, alors que cent quarante-six chefs de tribus sont élus. Aux élections suivantes, en 1969, le PDPA aura deux députés.

Création du PDPA

En 1965, profitant de la libéralisation se tient le congrès de fondation (et en même temps le seul et dernier congrès) du Parti démocratique populaire d'Afghanistan (PDPA). Il compte quelques centaines de militants, essentiellement à Kaboul, parmi l'intelligentsia, les fonctionnaires, et surtout les enseignants. Jusqu'à mai 1966, il publie six numéros légaux de son journal. Dès avril 1966, le journal est interdit sous prétexte d'atteintes à l'Islam.

En 1967 se produit la scission entre la fraction Khalq et la fraction Parcham (le Drapeau). La première est conduite par Taraki, la seconde par Karmal. Le Parcham est partisan d'un front démocratique large, de l'utilisation des marges de légalité, d'un travail auprès des officiers nationalistes. Méfiant envers toute politique de front à la lumière de mésaventures de Mossadegh en Iran, et critique envers le parti Tudeh d'Iran, le Khalq est plus intransigent en matière d'alliances et plus radical sur la question nationale pachtoune, au risque de conflits avec le Pakistan. Dans ce contexte de révolution culturelle en Chine, certains le soupçonnent d'adopter une ligne dure inspirée de Pékin, alors



Babrak Karmal

que le Parcham, qui collaborera assidûment aux entreprises réformatrices de Daoud est qualifié volontiers du « Parti communiste royal ».

En 1968, une radicalisation se manifeste chez les étudiants de la capitale. On dénombre vingt et une grèves ouvrières dans la construction, les transports, et le textile. En 1970, les femmes organisent à Kaboul une manifestation contre la discrimination et le port du voile, alors que les mollahs organisent une manifestation de leur côté contre la profanation du vocabulaire religieux par le poète Berek Shrafie, membre du Parcham.

Le Khalq au pouvoir

En 1973, dans un pays qui part à la dérive après les grandes famines des deux années précédentes, Daoud s'appuie sur les officiers nationalistes et s'allie au Parcham temporairement pour renverser le roi et la monarchie. Il promet des réformes jamais appliquées. Il esquisse un rapprochement avec l'Iran et les USA.

En juillet 1977, alors que les promesses de réforme sont toujours au point mort, Khalq et Parcham se réunifient. Le 18 avril 1978, le leader syndical Khyber est assassiné. Le 19, quinze à vingt mille manifestants défilent pour les obsèques derrière le PDPA et contre l'ambassade US.

Le 27 avril, Daoud est renversé et exécuté. Son tapis maculé de sang est exposé pendant plusieurs jours au public. Le 9 mai, Taraki présente un programme en trente-deux points et annonce qu'un délai de deux ans sera nécessaire pour mettre au point une nouvelle législation. Il annonce en même temps l'annulation de dettes pour les paysans pauvres qui est censée toucher onze millions de personnes. Le 12 juin, le décret n° 4 adopte le drapeau rouge. En juin, également, se tient à Annapolis (Maryland) la conférence de l'OTAN consacrée aux événements en Afghanistan.

Le 20 août, une vague de purges à Kaboul élimine les cadres du Parcham et les officiers nationalistes qui avaient joué un rôle décisif dans le renversement de Daoud. Le major Abdul Kader est arrêté ainsi que le



Le roi Amanullah visitant Moscou

chef d'état-major, le ministre du Plan et celui des Travaux publics. Babrak Karmal est exilé comme ambassadeur à Prague. Le Khalq consolide son pouvoir et inaugure une politique de répression intensive.

Le 17 octobre, le décret n° 7 prend une série de mesures pour l'égalité des femmes. Le 23 novembre, le décret n° 8 lance la réforme agraire. Parallèlement, le remplacement de la monnaie à l'effigie de Daoud frappe les spéculateurs. Le 5 décembre, un traité d'amitié est signé avec l'URSS.

En février l'ambassadeur US à Kaboul, Adolph Dubs, est pris en otage par un commando de quatre hommes qui exige la libération de prisonniers. Au cours de l'assaut donné par la police, les terroristes et l'ambassadeur sont tués. Les USA coupent leur aide économique et alimentaire à l'Afghanistan. Le 23

mars, ils adressent une note officielle à l'URSS, considérant « toute ingérence étrangère dans les affaires intérieures de l'Afghanistan comme une question sérieuse susceptible de renforcer les tensions et de destabiliser la situation dans toute la région! » Moscou répliquait en mettant en garde contre les conséquences de l'aide apportée par les Américains, la Chine, le Pakistan, l'Iran et l'Egypte, aux rébellions.

Ces rébellions se développent en effet en février et mars, notamment au Nurstan. A Herat il y a des massacres de familles soviétiques.

Le 28 mars, Hafizullah Amin devient Premier ministre. En septembre, il renverse Taraki qui revient, via Moscou, de la conférence des non-alignés, après s'être semble-t-il entendu avec les Soviétiques sur une politique modérée de compromis avec une partie de l'opposition.

Ces péripéties indiquent un manque de contrôle de Moscou sur la fraction Khalq du PDPA. Comme l'écrivait Louis Dupree, spécialiste des questions afghanes, dans une publication officielle du gouvernement américain : « Le régime Taraki-Amin n'est pas directement contrôlé par Moscou, bien que la direction afghane s'associe d'elle-même au mouvement socialiste international; l'influence est une chose; la domination, une autre. (Problems of Communism, juillet 1979). » Le même auteur rappelle que jusqu'à son accession au pouvoir le PDPA n'a jamais participé et même jamais été invité à une manifestation ou rencontre du « mouvement communiste international ».

Le dernier jour de l'année 1979, les troupes soviétiques entraient à Kaboul.

En riposte les USA ont pris une série de sanctions. Carter, qui cherchait depuis plusieurs mois tout prétexte à une campagne belliciste (brigade soviétique à Cuba, prise d'otages à Téhéran), en a profité pour faire adopter une augmentation de 5 % du budget d'armement, qui lui permettra de subventionner dans la récession qui s'annonce des entreprises en difficulté ou en banqueroute comme Douglas (aviation) ou Chrysler (qui a le monopole de la fabrication des chars).

Déclaration du Secrétariat unifié sur l'Afghanistan

26 janvier 1980

Lorsque le Parti populaire démocratique d'Afghanistan (PPDA) s'empare du pouvoir, le 27 avril 1978, l'Afghanistan est l'un des pays les plus sous-développés de la planète. La société afghane est essentiellement rurale. Sur environ 15 millions d'habitants, seulement 15% sont urbanisés. En dehors de Kaboul, qui compte 700 000 habitants, seules deux villes regroupent plus de 100 000 habitants. Enfin, quelque 14% de la population sont encore nomades.

La survivance des structures socio-économiques précapitalistes comme le poids qu'elles conservent encore dans la société afghane, est directement liée à l'isolement et à l'inexistence d'une colonisation effective de l'Afghanistan.

Néanmoins, depuis quelques décennies, la lente insertion de l'économie afghane dans le marché capitaliste mondial, le développement du commerce ont stimulé un processus de transition de la propriété semi-féodale à la propriété semi-capitaliste. Ceci a conduit à un accroissement des inégalités sociales dans les campagnes et a accentué le départ vers les villes des paysans appauvris. Parfois, ils s'intègrent à une classe ouvrière en voie de formation (environ 150 000 travailleurs sont employés dans les manufactures et la construction) ou, plus souvent, ils gonflent la couche des semi-prolétaires qui s'agglutinent dans les zones urbaines. Des dizaines

de milliers de travailleurs émigrent vers l'Iran, le Pakistan ou les Etats du golfe Persique.

Dans les villes, avant tout Kaboul, outre la bourgeoisie commerçante et la petite-bourgeoisie traditionnelle, s'est développée une couche formée de fonctionnaires, d'officiers de l'armée, de techniciens, d'ingénieurs, de médecins, d'enseignants. Ils se heurtent à la fois au manque de débouchés sur le plan professionnel et à l'immobilisme sur le plan social, économique et politique imposé par les grands propriétaires fonciers et le clan monarchique qui monopolisaient le pouvoir.

Dans les campagnes, les grands propriétaires fonciers disposent d'un pouvoir quasi discrétionnaire. Le propriétaire le plus fortuné accapare les fonctions de chef de la communauté. Par le jeu du métayage, du fermage et de l'endettement, il assure son pouvoir sur la masse des paysans et soudoie les fonctionnaires. La concentration des terres irriguées est fort élevée. Le propriétaire met en métayage ces terres, loue l'eau et fournit la semence ainsi qu'un outillage rudimentaire. Il peut exiger jusqu'aux deux tiers de la récolte annuelle. Un secteur capitaliste lié à l'agro-exportation s'est développé durant la dernière période.

Une grande partie de la production agricole vouée à la subsistance (blé) provient de culture sur terre sèche («*lami*»). Un fort pourcentage de la popu-

lation rurale ne dispose pourtant d'aucune terre. Même en possédant quelques hectares de terres non irriguées, le paysan pauvre doit souvent emprunter pour obtenir la semence et disposer de l'outillage. Pour cela, la redevance au riche propriétaire peut s'élever à 50% de la récolte. Il est aussi conduit à emprunter, à hypothéquer ses maigres terres pour faire face à des dépenses comme celle du mariage : le «*prix de la fiancée*» dépassant ce que peut lui permettre d'accumuler une économie de subsistance d'un très bas niveau.

Enfin, la culture «*lami*» est totalement dépendante des précipitations. Le petit paysan, durement exploité, est donc guetté par la famine. Comme ce fut le cas en 1972, elle fournit une occasion supplémentaire aux grands propriétaires de spéculer sur les réserves alimentaires et d'accaparer de nouvelles terres.

Les liens entre le clergé sunnite, les grands propriétaires fonciers et les chefs des communautés rurales sont étroits. Les 250 000 mollahs sont payés par l'Etat - c'est-à-dire par son représentant local lié aux paysans riches - et reçoivent de plus des dons des paysans. Nombreux sont ceux qui disposent de richesses significatives. Dans un pays longtemps isolé du reste du monde, dans lequel les moyens de communication sont précaires, où les rapports de dépendance des paysans envers les «*seigneurs*» sont

très forts, où la communauté rurale représente la seule référence pour une vaste partie de la population, la religion islamique imprègne la vie sociale et culturelle. Les mollahs en retiennent une autorité et un prestige considérables.

A cet ensemble de structures sociales se surimpose un réseau hérité du tribalisme. L'organisation tribale proprement dite survit encore parmi les nomades et les tribus montagnardes de la frontière pakistano-afghane. Ainsi, s'entrelacent les rapports entre propriétaires fonciers, chefs de tribus et de clans.

Enfin, les particularismes ethniques sont très vivaces et moulent la société afghane. Les Pachtouns représentent l'ethnie la plus nombreuse, environ 45% de toute la population. Les Pachtouns ont accaparé les terres les plus riches, mis la main sur les bazars, etc. Il existe un réel «pouvoir pachtoun». Les principales minorités, dont le degré d'oppression varie sont : les Tadjiks, les Hazaras (de religion chiite), les Turkhmènes et les Ouzbek. Le maintien de lignes de différenciation tribale représente un facteur de consolidation du pouvoir local des notables. Combinées avec les divisions ethniques, elles s'élevèrent comme un obstacle à la centralisation politique du pays et peuvent devenir le vecteur de mouvements d'opposition virulents au «pouvoir de Kaboul», comme le montre toute l'histoire afghane.

Dans une telle société, la question agraire assigne un rôle primordial à la paysannerie dans le processus de la révolution démocratique, même si pour résoudre ces tâches démocratiques jusqu'au bout, il faut que le prolétariat regroupe politiquement autour de lui les masses paysannes et assure ainsi la transcendance de la révolution démocratique en révolution socialiste, c'est-à-dire le développement de la révolution permanente.

2 En juillet 1973, pour préserver le pouvoir du clan royal, Mahammad Daoud transforme la monarchie croulante de Zaher chah en une république.

A la fin des années 1960, des mobilisations étudiantes éclatent. Le monarque ferme l'université. La classe ouvrière s'engage dans une première vague de luttes, certes très limitée (1968). Consécutive à deux années de sécheresse, la famine provoque des «jacqueries» dans le pays. L'armée réprime durement les paysans. En son sein grossit une opposition au régime de la part d'officiers «nationalistes», souvent formés dans les académies de l'URSS. Daoud trouve parmi eux, dans des secteurs de l'intelligentsia, comme de la bourgeoisie de Kaboul, un soutien pour organiser le coup d'Etat du 17 juillet. Une fraction du PPDA - créé en 1965 -, le *Parcham* (le Drapeau, dirigé par Babrak Karmal), collabore dans un premier temps avec le nouveau régime.

Le programme de modernisation de Daoud, - réforme agraire, lutte contre la corruption dans l'administration, développement de l'éducation, rétablissement des libertés démocratiques, - reste lettre morte. Les notables refusent de céder la moindre parcelle de leurs privilèges, dans ce pays où 90% de la population est analphabète, où sur huit enfants scolarisés un seul est du sexe féminin, où pour 2500 écoles de garçons il y a 350 écoles de filles, où les rares écoles sont trop distantes des villages, où la mortalité infantile est une des plus élevées du monde.

Daoud perd donc le soutien des couches qui espéraient améliorer leur position, grâce à l'application d'un programme bourgeois réformiste. De plus, il doit faire face à l'opposition d'une partie des mollahs qui craignent qu'une centralisation accrue des institutions ne réduise leurs prérogatives.

Dès 1975, Daoud instaure une véritable dictature. Parallèlement, il opère un tournant en direction de l'Iran. En avril 1975, il signe un accord avec le chah d'Iran qui offre une aide de 2 milliards de dollars. Elle doit servir avant tout à la construction d'un réseau de chemin de fer qui permettrait

la connection entre Herat et Bandar Abbas et réduirait la dépendance envers l'URSS pour les échanges commerciaux. La Savak offre sa collaboration pour réprimer les opposants. Un rapprochement s'effectue avec l'Arabie Saoudite, le Koweït, l'Egypte et même le Pakistan. Un compromis s'élabore avec ce dernier sur la question du Pachtounistan. Le pouvoir prépare la formation d'officiers en Egypte et au Pakistan. En 1977, Daoud passe un accord avec l'Iran sur le partage des eaux de la rivière Helmand, initiative qui pourtant avait déjà valu à Zaher Chah la ferme opposition d'un secteur significatif des officiers «nationalistes». Il planifie un voyage aux Etats-Unis pour septembre 1978. L'impérialisme américain et ses alliés dans la région cherchent donc à accroître leur influence dans ce pays qui, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, est considéré par la bureaucratie soviétique comme devant avoir un statut analogue à celui de la Finlande.

Néanmoins, le régime Daoud maintient des relations encore étroites avec l'URSS. Un traité de coopération de 12 ans est signé en avril 1977. L'URSS accorde un moratoire de 10 ans sur la dette de 100 millions de dollars et des promesses d'aide de 500 à 600 millions de dollars. Elle se porte en même temps acquéreur de la quasi-totalité de la production de gaz naturel de l'Afghanistan. Elle forme toujours une grande partie des officiers de l'armée.

La répression contre les militants du PPDA et les officiers «nationalistes» s'accroît au fur et à mesure que la crise du régime de Daoud mûrit. Le 17 avril 1978 est assassiné Mir Akbar Kyber, intellectuel, dirigeant syndical et membre du PPDA. Deux jours plus tard, lors de ses funérailles, une manifestation de 15 000 personnes se dirige vers l'ambassade américaine. Pour contrer ces mobilisations, le régime ordonne l'arrestation des dirigeants du PPDA.

Pour prévenir de nouveaux coups, la direction du PPDA, en étroite collaboration avec des

officiers membres du Parti et des officiers «nationalistes», organise un coup d'Etat contre un régime verrouillé. Le 27 avril 1978 se produit la «révolution des 10 heures». Le renversement de Daoud tient plus d'un coup de force impulsé par une fraction des officiers liés au PPDA que d'une révolution. La bureaucratie soviétique n'avait certainement pas planifié ce brusque changement de situation. Le coup d'Etat du 27 avril met fin au cours pro-impérialiste engagé par Daoud et garantit au Kremlin des rapports plus serrés avec l'Afghanistan, comme le reflète l'accord de décembre 1978, par rapport à celui d'avril 1977.

3 Le mouvement de masse s'est manifesté durant les jours qui précèdent le coup d'Etat, mais les travailleurs et paysans ne sont pas mobilisés et organisés dans la perspective d'une lutte pour renverser le régime du clan royal des Mousahiban. Ceci s'explique aussi bien par la nature de la base sociale du PPDA que par son orientation politique.

Dès 1965, et spécialement au début des années 1970, le PPDA se développe avant tout dans le milieu urbain, c'est-à-dire à Kaboul. Il dispose d'une influence parmi les étudiants, les nouvelles «classes moyennes», les enseignants (plus spécialement les instituteurs), les 8000 officiers pachtouns de l'armée. Son implantation dans la classe ouvrière urbaine est encore relativement restreinte. Elle est très fragile au sein des masses paysannes.

Depuis sa création, il développe une orientation axée sur la perspective de création d'un «gouvernement national démocratique» et d'un front unissant paysans, ouvriers, intellectuels progressistes, bourgeoisie nationale et petits propriétaires des villes et des campagnes. Il est donc partisan d'une «révolution démocratique et nationale», comme étape vers le socialisme.

La scission de 1967 entre la fraction *Khalq* (peuple), dirigée par Nur Taraki et Hafizullah Amin et la fraction *Parcham* (drapeau) est certes le produit

de différences politiques sur la nature de la politique frontiste et la place que doivent occuper les travailleurs dans un tel front. La participation du *Parcham* au gouvernement de Daoud et le refus de cette ligne par le *Khalq* traduit ce type de divergences. Mais à cela s'ajoutent des facteurs ethniques et personnels qui vont d'ailleurs envenimer au plus haut point les luttes fractionnelles. Réunifié en 1977, le PPDA ne compte que quelques milliers de membres.

4 Le premier décret du nouveau régime de la République démocratique d'Afghanistan assure la constitution d'un Conseil révolutionnaire de 35 membres qui détiennent les pleins pouvoirs. Le second décret instaure un cabinet ministériel de 21 membres, formé pour l'essentiel par des membres de la direction du PPDA. Les militaires ont droit à la portion congrue. Les membres d'origine pachtoun occupent la majorité des postes.

Durant les premiers mois de son exercice, le Conseil révolutionnaire décrète une série de réformes, outre le remplacement du drapeau traditionnel par le drapeau rouge. A la mi-juillet 1978, le décret numéro 6 vise à mettre fin à l'usure, à la suppression partielle des dettes hypothécaires et au «servage» qui en découlait. Les paysans sans terres sont totalement libérés de leurs dettes. Les petits propriétaires peuvent récupérer les terres qui leur ont été soustraites pour dettes et ne doivent rembourser qu'un certain pourcentage des prêts contractés après 1974. En octobre, le décret numéro 7 a pour but de donner des droits égaux aux femmes (scolarisation non-discriminatoire, suppression du mariage forcé, réduction drastique du «prix de la fiancée» comme de la dot).

Le 28 novembre est promulgué le décret numéro 8 sur la réforme agraire. Ce décret fixe un plafond de la propriété de la terre pour chaque famille. Il est plus bas pour les terres irriguées (6 hectares) que pour les terres non-irriguées. Ce décret frappe de plein fouet les grands pro-

priétaires fonciers. Les excédents de terres devaient être distribués aux métayers, paysans sans terre et aux semi-nomades.

Cette redistribution des terres concerne plusieurs centaines de milliers de familles (environ 500000 familles ne disposaient d'aucune terre). La location ou la vente des terres distribuées est interdite (en 1976, sous Daoud, les riches propriétaires avaient profité d'une mesure tout à fait limitée de réforme pour acheter des terres et accroître ainsi leurs domaines). La réforme se fait dans le sens d'une répartition de la propriété, mais le décret tend à encourager la création de coopératives.

Le secteur industriel et minier - qui au moyen d'une participation majoritaire - était déjà contrôlé par l'Etat sous le régime précédent, fait l'objet d'un plan de développement. Le commerce extérieur passe sous contrôle étatique.

Une campagne d'alphabétisation est prévue pour le printemps 1979. Sur un laps de cinq ans, les dirigeants du nouveau régime envisagent d'alphabétiser plus de 2,5 millions d'enfants et 5,5 millions d'adultes, ce qui n'est pas sans signification pour battre en brèche l'autorité des mollahs. Des réformes restreintes sont introduites en faveur des minorités ethnico-culturelles. Le Conseil révolutionnaire tend à limiter le pouvoir temporel exercé par les mollahs.

Des organisations syndicales sont mises sur pied. Elles regroupent en 1979 quelque 100000 ouvriers et 60000 employés des services. Mais ces syndiqués ne disposent pas du droit de grève, sous prétexte que la «révolution politique est terminée» et que «les travailleurs contrôlent l'essentiel de l'appareil de production, il n'est pas nécessaire pour eux de faire grève.» Ce mouvement syndical est donc davantage le produit d'une organisation «par en haut» que celui d'une réelle montée du mouvement des masses.

Dans les conditions d'arriération de l'Afghanistan, de telles réformes - indépendamment de

leurs limites intrinsèques - ne peuvent être développées et consolidées que par une mobilisation et une organisation des masses.

Cette direction n'est pas portée à stimuler et à organiser des mobilisations, à donner la priorité à la création d'organisations de paysans qui seraient, seules, capables de faire avancer la réforme agraire et de briser les rapports sociaux établis depuis des siècles dans les campagnes. Ces tâches capitales ne peuvent être résolues par des décrets gouvernementaux.

L'équipe dirigeante du PPDA craint qu'une fois brisées les structures sociales traditionnelles, le processus ne lui échappe. Sa stratégie de «révolution démocratique et nationale», comme son orientation puisée à l'école stalinienne, lui dictent une politique de réformes introduites sous le contrôle de l'appareil d'Etat, de l'armée et, aussi, à l'aide de la répression.

Or, pour contrecarrer l'inertie des structures sociales et réduire l'emprise des notables, il est décisif de donner une priorité à la préparation de l'organisation des masses paysannes afin de leur permettre de participer directement à la réforme agraire et de résister ainsi à tous les moyens de pression et de chantage dont disposent les grands propriétaires et leurs alliés. Ensuite, les mesures de répartition des terres et de suppression de l'usure ne pouvaient avoir toute leur efficacité sans que soit mis à la disposition des masses rurales un système de crédit (banque unique d'Etat) et un réseau de distribution de semences, d'engrais, d'outils et des moyens d'irrigation. Une réforme agraire qui s'arrête à mi-chemin n'évite pas la réaction brutale des privilégiés, mais ne convainc pas les masses qui peuvent être contraintes d'avoir encore recours (semences, crédit) aux anciens exploités.

L'orientation et les méthodes du PPDA ne font donc qu'ajouter aux difficultés objectives qui s'élèvent devant l'application des réformes décidées par le Conseil révolutionnaire : le nombre réduit de cadres dispo-

sant d'une expérience et d'une implantation dans les zones rurales; le manque de terres, comme c'est le cas dans les provinces de l'est; les multiples sabotages effectués par les propriétaires fonciers; la crainte maintenue chez les paysans qu'un changement de régime à Kaboul ne conduise à une vague de répression de la part des seigneurs, etc.

L'absence d'une classe ouvrière suffisamment forte et organisée, qui dispose d'une tradition de luttes et puisse attirer à ses côtés les masses paysannes, ne facilite pas le développement d'une dynamique de révolution permanente. Ceci ne fait que mettre plus en relief les effets négatifs de la politique du PPDA.

Enfin, quelques mois après son installation au pouvoir, se déclenchent dans la couche dirigeante des conflits fractionnels d'une grande brutalité. Ils s'aiguisent sous les effets de la guerre civile et des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du programme de réformes. Ces heurts recoupent des divisions entre les deux fractions *Khalq* et *Parcham*, mais ils se développent de même au sein du *Khalq*. Ils marient les méthodes propres aux règlements de comptes au sein de la bureaucratie et aux luttes traditionnelles entre divers clans.

En juillet 1978, les principaux dirigeants du *Parcham* sont écartés et relégués à des postes d'ambassadeurs. Babrak Karmal se retrouve à Prague. Les principaux représentants du *Parcham* sont arrêtés. Les «*parchamis*» sont expulsés du PPDA en novembre 1978, non sans avoir fait, au préalable, des confessions publiques. En août 1978, des officiers «nationalistes» sont limogés, tel Abdul Qader qui joua un rôle important dans la préparation du coup d'Etat et qui détenait le ministère de la Défense. Plus d'un a des liens avec le *Parcham*. Hafizullah Amin, ancien responsable dans le *Khalq* du travail en direction des officiers, renforce sa position. Dès mars 1979, il occupe plusieurs postes importants.

Ces conflits aboutissent au renversement de Nur Taraki, en septembre 1979, et à son remplacement par Amin qui cumule la présidence du Conseil révolutionnaire, les principales fonctions gouvernementales et le secrétariat général du PPDA. Ce changement s'oppose aux calculs du Kremlin, qui néanmoins fit parvenir à Amin son télégramme traditionnel de félicitations.

Ces rivalités, les purges successives qui en découlent portent atteinte à un des piliers du nouveau régime. Elles multiplient les crises dans les rangs des cadres de l'armée qui était un des piliers du pouvoir. Elles affaiblissent l'appareil administratif ébranlé par les brusques changements de cours. Elles facilitent l'attaque des forces réactionnaires - dans la mesure où, à chaque étape de la crise, l'équipe dirigeante tend à renforcer les mesures bureaucratiques et autoritaires - et l'exploitation de la question ethnique et religieuse par la contre-révolution, y compris parmi la troupe dont une proportion assez forte est d'origine hazara.

5 Dans une société telle que la société afghane, les réformes progressistes mises en œuvre par le PPDA ne peuvent que susciter une levée de boucliers des forces conservatrices qui vivaient de l'exploitation et de l'oppression des masses laborieuses et présidaient sans partage aux destinées d'un des peuples les plus déshérités de la terre.

Par-delà la nature petite-bourgeoise de la direction du PPDA, sa volonté d'accomplir «une révolution nationale et démocratique» et ses méthodes d'application de son programme de réformes, l'existence des deux camps qui s'affrontent dans une guerre civile qui s'étend depuis le printemps 1979 traduit l'opposition radicale entre les classes exploitées et opprimées et les classes dominantes.

Contre le nouveau régime se dresse une coalition de forces réactionnaires dont la véritable base sociale est constituée

par les propriétaires fonciers, les chefs des tribus, les magnats de la contrebande, la hiérarchie religieuse et les capitalistes engagés dans le commerce et l'industrie. Les liens de dépendance traditionnels - tribaux, claniques, semi-féodaux - des paysans envers les notables rendent plus aisée, pour ces privilégiés, la constitution d'une base sociale. L'Islam est mis à profit pour cimenter idéologiquement ces regroupements. La fragmentation des organisations conservatrices engagées dans la lutte contre le nouveau régime reflète, en réalité, leur structuration autour de chefferies et de notables des diverses régions.

Dans l'opposition réactionnaire ayant une base dans l'ethnie pachtoune se retrouvent aussi bien les chefs de tribus qui dirigent une contrebande lucrative (entre autres de l'opium) à la frontière afghano-pakistanaise - et qui voient d'un mauvais œil les mesures de contrôle du commerce extérieur -, que les propriétaires fonciers disposant des terres les plus fertiles et des pâturages les plus riches, que le clan monarchique et un secteur des anciennes administrations et armées.

D'autres mouvements, comme dans le Nouristan ou l'Hazarat, combinent une opposition ethnico-culturelle à un régime qui apparaît essentiellement pachtoun, avec une résistance à la politique de réformes.

Contre l'application d'une série de mesures qui attentent aux intérêts des classes possé-

dantes, ces dernières organisent la contre-révolution. Elles recevront bientôt l'appui du Pakistan, de l'Arabie Saoudite et de l'Égypte, dont les gouvernements servent de relais à l'impérialisme. En Iran, des fractions de la hiérarchie chiite apportent leur soutien à la «résistance islamique».

Dès avril 1978, l'Afghanistan fut en butte aux menées de l'impérialisme américain. Ce dernier n'appréciait certes pas la consolidation de la présence de l'URSS en Afghanistan, mais il craignait surtout les effets socio-politiques sur la région dans son ensemble d'une avance possible de la révolution en Afghanistan - y compris d'une relance du mouvement balouche susceptible de secouer le cadre de l'État pakistanais et d'avoir des répercussions en Iran. Ses appréhensions s'aiguèrent après le renversement du chah d'Iran, en janvier 1979, par une insurrection populaire. En février 1979, Washington coupe toute son aide à l'Afghanistan.

Dès lors, l'impérialisme américain - avec l'aide des impérialismes européens -, organise son redéploiement dans la région, au Pakistan, entre autre. Son soutien direct et indirect aux forces réactionnaires en Afghanistan participe de cette opération d'ensemble et éclaire à son tour la nature de classe de la guerre civile qui se déroule dans ce pays.

6 La bureaucratie soviétique est avant tout intéressée à défendre son pouvoir et ses in-

térêts propres. Dans ce sens, elle attache une grande importance non seulement à la défense de la sécurité militaire des frontières de l'URSS, mais aussi dans le cadre de sa politique de coexistence pacifique, à la stabilité de la région.

Pour elle, le maintien du contrôle sur les développements politiques et stratégiques dans la région et, à cette fin, des liens privilégiés avec les régimes en place à Kaboul passe avant toute considération pour le sort des masses afghanes. Sa collaboration avec les gouvernements réactionnaires qui précéderent celui de Daoud et avec Daoud lui-même, en est l'illustration. Le Kremlin ne favorisa sous aucune forme des mobilisations pour renverser celui qui frappait le PPDA et les travailleurs.

Les développements de mobilisations anti-impérialistes et les manœuvres de Washington dans la région vont rompre les équilibres d'ensemble et contraindre la bureaucratie à agir pour restaurer une situation à son avantage dans cette zone d'influence privilégiée.

La bureaucratie soviétique n'engage pas ses forces en Afghanistan pour soutenir la mobilisation des masses, leurs organisations indépendantes et l'approfondissement d'un processus révolutionnaire. Depuis avril 1978, elle cherche sans cesse des solutions «modérées», prônant des ouvertures vers les «secteurs nationaux»: en juin 1979, elle propose un ralentissement de l'application de la réforme agraire. Cependant, toute la politique du PPDA conduisit inexorablement le Kremlin à accroître l'engagement de ses forces pour appuyer un pouvoir affaibli par ses propres dissensions, alors qu'il doit faire face à une coalition de forces conservatrices aidées par l'impérialisme et lui permettre d'imposer des réformes par le haut. Pour répondre aux difficultés d'ordre social et politique, la direction soviétique ne connaît que le recours à des moyens d'ordre militaire, à des contrôles étatiques et policiers accrus et à des liquidations de fractions peu maniables. Cette orientation ne fournit aucune issue à la crise du régime; elle



ne favorise pas une action organisée des masses. Paradoxalement, elle fait le lit de la politique d'Amin, à laquelle elle ne peut avancer que des critiques tactiques.

Face aux dangers d'écroulement de la République démocratique afghane et face à la victoire possible des forces réactionnaires liées à l'impérialisme, Moscou décide de s'engager plus à fond. Il n'est pas prêt à ce que, sur ses frontières et dans une zone d'influence traditionnelle, s'installe un gouvernement inféodé à l'impérialisme avec toutes les conséquences qui pourrait en découler, surtout en tenant compte des tensions qui traversent la région. Il n'est pas disposé à ce qu'une situation chaotique de guerre civile se prolonge et s'étende. Il craint l'établissement d'une autre « République islamique » et les répercussions que cela pourrait avoir parmi les populations de l'URSS dont l'identité ethnique et culturelle renvoie à celle de peuples de l'Afghanistan et de l'Iran.

Dès le 24 décembre 1979, l'URSS accroît qualitativement sa présence militaire en Afghanistan, après avoir préparé la liquidation d'Amin et son remplacement par Babrak Karmal.

7 La bureaucratie a résolu la question de l'intervention, qui ne représente qu'un anneau dans la chaîne de sa politique, comme toutes les autres questions : sans considération aucune des sentiments démocratiques et nationaux des classes et des peuples opprimés, ni de la compréhension du prolétariat à l'échelle internationale.

Cette caste conservatrice fut amenée, dans ce cas, à affronter un bloc social réactionnaire soutenu par l'impérialisme. Mais elle ne peut le faire en expliquant aux masses laborieuses, sur le plan mondial, qu'elles doivent se doter d'organisations indépendantes pour mener un tel combat contre des propriétaires fonciers, des capitalistes et l'impérialisme.

En outre, sa négation en URSS des droits des minorités nationales et plus généralement des droits démocratiques, fait qu'elle ne peut fournir un

exemple susceptible de rallier les masses opprimées et faciliter ainsi la rupture de l'emprise des « seigneurs » et des mollahs sur les paysans pauvres.

Elle doit recourir aux mensonges cyniques pour présenter ses actions. Elle doit déclarer aujourd'hui que le régime d'Amin - qui reçut de fait son soutien alors qu'il jouait un rôle déterminant sous Taraki et lorsqu'il régnait seul - était manipulé par la CIA. Elle doit prétendre qu'elle fut appelée par un gouvernement dont elle liquide aussitôt les principaux éléments en les remplaçant par ceux que des gouvernants, naguère amis, avaient exilés !

Par toutes ces méthodes, elle introduit une confusion extrême dans le prolétariat mondial. Elle est donc loin de favoriser un progrès dans la conscience et l'organisation du prolétariat à l'échelle internationale. De ce point de vue, toute son orientation est un obstacle à l'avance de la révolution, ce qui se traduit concrètement par l'aide objective qu'elle apporte, par sa politique envers les masses afghanes, à ceux qui tentent d'utiliser l'islam comme arme idéologique pour affaiblir la dynamique anti-impérialiste déclenchée dans la région par la révolution iranienne.

Mais indépendamment des buts spécifiques qu'elle poursuit, son intervention place la bureaucratie soviétique dans la situation d'avoir à combattre les forces d'un bloc social réactionnaire, qui n'ont rien à voir avec un « mouvement de libération nationale », mais qui luttent pour maintenir leurs privilèges et supprimer toutes les conquêtes des masses.

Quelle que soit notre opposition politique à l'orientation d'ensemble de la bureaucratie, cela ne supprime pas le fait particulier et important qu'elle se heurte aujourd'hui à la contre-révolution, avec ses méthodes propres, et qu'elle inflige un recul militaire à la réaction et à l'impérialisme dans le pays.

Vu la position de l'Afghanistan sur les frontières de l'URSS et vu l'intervention de l'URSS dans la guerre civile, le conflit de classes que traverse le pays prend immédiatement une dimension internationale et se réfracte dans l'affrontement présent entre l'URSS et l'impérialisme.

Ce dernier, sous couvert de préserver la « souveraineté nationale », ne vise en fait qu'à défendre la propriété foncière et les classes privilégiées, à briser l'essor d'un mouvement d'émancipation des masses ouvrières et paysannes et à modifier la situation stratégique aux dépens de l'URSS.

Le nouveau groupe dirigeant mis en place par les soviétiques tend à être un regroupement entre les éléments du *Khalq* et du *Parcham* qui disposaient d'une certaine crédibilité dans les masses. Ainsi retrouve-t-on côte à côte Babrak Karmal et Aslam Watanyar, militaire qui a détenu les ministères de la Défense et de l'Intérieur sous Taraki.

Ce remodelage hâtif pourra-t-il permettre à cette direction de reconquérir une base d'appui populaire suffisante pour mener à bien à la fois la réorganisation de son armée pour la lutte contre la réaction et l'application de réformes progressives ? Elle se trouve devant une contradiction fondamentale : d'un côté, elle veut apparaître ouverte au dialogue avec des secteurs de l'opposition, prête à lâcher du lest sur le plan social et à réduire les mesures de répression; de l'autre côté, elle trouve son assise dans le soutien massif de l'armée soviétique. Cet appui peut certes faciliter la reprise du contrôle gouvernemental sur des régions entières, mais il peut aussi être utilisé pour susciter une cohésion des forces réactionnaires qui jouent la carte de la longue tradition de luttes pour l'indépendance.

8 Depuis son accession à la Maison-Blanche, Carter ne cesse de concentrer ses efforts pour sortir l'impérialisme de la

crise que lui infligea le succès de la Révolution vietnamienne en 1975 et qu'accentue encore la victoire des masses iraniennes comme l'éclatement de la révolution nicaraguayenne.

Dans la dernière période, la contre-offensive impérialiste se cristallisa sur deux points : tout d'abord, par la campagne contre la présence d'une «brigade soviétique à Cuba». Washington l'accompagne par le déploiement de troupes dans les Caraïbes. C'est un clair avertissement adressé à la révolution nicaraguayenne. Le deuxième point fort de cette offensive, c'est le redoublement de l'intoxication contre la montée révolutionnaire en Iran à l'occasion de la «prise d'otages» à l'ambassade américaine, suivi de mesures de rétorsions économiques et de menaces militaires.

Washington - qui reste à la tête de la plus grande puissance militaire de la planète - met à profit la forme de l'intervention soviétique en Afghanistan pour pousser à un stade supérieur sa contre-attaque.

- Le premier but que s'assigne l'impérialisme n'est autre que de retourner l'opinion publique aux Etats-Unis, de créer un climat propice au lancement d'une riposte militaire pour préserver des positions acquises, pour empêcher l'essor de nouvelles poussées révolutionnaires ou même marquer des points contre certains gains obtenus par la bureaucratie soviétique.

- Deuxièmement, au travers d'une formidable entreprise de mystification sur le «danger militaire» représenté par l'URSS, sur la volonté du Kremlin «d'atteindre les mers chaudes», les gouvernements impérialistes cherchent à justifier auprès des travailleurs la nouvelle étape de relance de l'armement dans laquelle ils se sont engagés depuis quelque temps. Au moment même où ils appliquent des mesures drastiques d'austérité à l'encontre des salariés, une telle opération doit faciliter l'accroissement

fantastique des budgets militaires qui fonctionnent comme subsides aux trusts impérialistes.

L'administration Carter s'emploie fébrilement à réorganiser son dispositif militaire à l'échelle internationale (de l'Europe à l'Extrême-Orient).

Face à la situation en Iran et aujourd'hui en Afghanistan, elle met avant tout l'accent sur un renforcement de sa présence navale dans l'océan Indien, sur la multiplication de bases aéronavales, dans toutes la région, sur la consolidation d'une série de relais régionaux, dont Israël, l'Egypte, le Maroc, l'Arabie Saoudite, le Sultanat d'Oman, le Pakistan et la Turquie constituent, dans ses plans, les éléments principaux. Elle vise à tirer le maximum d'avantages de la réorganisation - précipitée par l'action des troupes soviétiques - d'une alliance des gouvernements conservateurs se regroupant au sein de la «Conférence islamique». A cette occasion, Carter tente même de reprendre pied en Iran. Cette contre-attaque en est à son stade initial et il n'est pas certain qu'elle soit couronnée de succès : les développements de la lutte des classes pourraient mettre en péril les Sadate, Zia et compagnie.

- Troisièmement, Washington multiplie les initiatives afin de donner une nouvelle cohésion à la direction politique de l'impérialisme et d'affirmer à nouveau son rôle dirigeant, battu en brèche par ses défaites en Indochine, en Iran, comme par les effets du déclin relatif de l'économie impérialiste américaine.

- Quatrièmement, les gouvernements impérialistes lancent des représailles contre l'URSS, allant de la suppression de livraisons de blé et de vente de technologies avancées, à des mesures de boycottage des prochains Jeux olympiques. Ces initiatives, quels que soient les obstacles que suscitent les contradictions d'intérêts entre les puissances impérialistes, visent essentiellement à contraindre la bureaucratie soviétique à modifier le cours de sa politique en Afghanistan et à passer un nou-

vel accord sur le maintien de l'ordre dans cette zone.

- Cinquièmement, l'impérialisme américain, exploitant la dénonciation de «l'expansionisme soviétique», a obtenu de nouvelles compromissions de la bureaucratie chinoise qui apporte son soutien à la dictature pakistanaise.

9 a) Les marxistes révolutionnaires soutiennent les revendications anti-impérialistes des travailleurs et des paysans afghans et les mesures progressistes, répondant à leurs besoins, prises par le PPDA. Dans la guerre civile qui avait éclaté en Afghanistan, indépendamment de leur critique à la politique de la direction du PPDA et du Kremlin, ils se placent dans le camp des masses laborieuses et militent pour la victoire sur les forces conservatrices et leurs alliés impérialistes.

b) Ils se placent sur le terrain de la lutte des classes internationale, de l'organisation propre des ouvriers et des paysans, ce qui rompt radicalement avec toute la politique de la bureaucratie du Kremlin.

Ils ne prennent aucune responsabilité pour l'intervention militaire du Kremlin. Ils refusent le moindre soutien politique à cette intervention, prolongement de toute la politique de la caste bureaucratique, qui frappe les forces conservatrices mais ne vise pas le moins du monde à favoriser l'action indépendante des masses.

Ils rejettent dans cette guerre toute attitude de neutralité : dans la mesure où l'armée soviétique se trouve, de fait, opposée aux ennemis des intérêts des masses paysannes et ouvrières, ils sont favorables à ce qu'elle leur inflige une défaite. Pour y parvenir, il faut que soient consolidées les conquêtes des travailleurs, que soient prises des mesures sociales et démocratiques radicales et que les masses afghanes soient organisées et armées pour les défendre.

c) Un processus de révolution permanente ne pourra aboutir en Afghanistan que par

la mobilisation, l'action et l'organisation autonomes des masses, auxquelles ne peuvent se substituer les blindés de la bureaucratie. C'est la condition indispensable pour remporter une victoire durable contre la réaction et créer les conditions du retrait des troupes soviétiques.

Pour l'instant, rien ne prouve que l'intervention de «l'Armée rouge» encourage une telle mobilisation des travailleurs contre les propriétaires fonciers et les capitalistes. Les soviétiques et la direction du PPDA pourraient passer des compromis à partir de considérations se rapportant soit à la situation interne en Afghanistan, soit à la situation internationale. Seules l'action et l'organisation indépendantes des masses laborieuses mettraient en échec de telles manœuvres. En effet, ces compromis impliqueraient une renonciation à l'application des réformes progressistes, à leur consolidation et à leur accentuation dans la perspective de la lutte pour un gouvernement ouvrier et paysan.

Dans ce cadre, si des heurts se produisent entre «l'Armée rouge» et les ouvriers et paysans mobilisés en défense de leurs intérêts de classe, nous serons aux côtés de ces derniers et nous expliquerons aux soldats soviétiques qu'ils doivent soutenir ce combat.

Une variante ne peut être exclue a priori sur le moyen et le long termes : dans un contexte où les forces semi-féodales et bourgeoises se trouveraient extrêmement affaiblies et où se prolongerait la présence des troupes de l'URSS, l'enracinement de la bureaucratie soviétique dans l'Etat ouvrier issu de la révolution d'Octobre pourrait la conduire à transformer structurellement les rapports de propriété.

Même dans une telle hypothèse, notre orientation anti-impérialiste, qui serait centrée sur la défense des nouveaux rapports de propriété, n'impliquerait aucun appui à la politique du Kremlin en Afghanistan. Nous resterions opposés à l'annexion de nouveaux territoires par le Kremlin, auquel nous ne confions aucune

mission historique. Nous lutterions pour le droit de l'Etat ouvrier afghan de choisir dans l'indépendance les formes de ses rapports avec les Etats ouvriers de la région.

d) Dans le cours du conflit entre la coalition réactionnaire et l'impérialisme d'un côté, les troupes de l'URSS et le gouvernement du PPDA de l'autre, la revendication de la souveraineté nationale afghane, au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ne serait qu'une couverture démocratique aux projets de la réaction et de l'impérialisme. Le retrait des troupes soviétiques n'assurerait en rien la liberté pour les nationalités afghanes de choisir leur destin. Il laisserait seulement le champ libre à l'instauration d'un régime réactionnaire opprimant paysans et travailleurs, inféodé à Washington qui consoliderait son dispositif dans la région. La voie d'une réelle auto-détermination pour les nationalités concernées passe conjointement par la défaite de l'impérialisme et le renversement des exploités féodaux et capitalistes. C'est pourquoi nous considérons que les partis communistes européens comme le PCI et le PCE, qui ont fait chorus avec les gouvernements bourgeois et les partis sociaux-démocrates pour exiger le retrait des troupes, ont seulement apporté leur contribution à la campagne internationale de la bourgeoisie. Par là, ils manifestent que les bons rapports avec leur propre bourgeoisie passent avant toute préoccupation réelle du sort des masses afghanes et de celui de tous les exploités et opprimés dans cette région du monde.

e) Choisir son camp contre l'impérialisme et les forces conservatrices n'implique aucune trêve ni union sacrée avec la bureaucratie soviétique dont la politique contre-révolutionnaire discrédite le socialisme, constitue un obstacle majeur pour le développement de la révolution mondiale et, dans ce sens, affaiblit la défense des bases matérielles de l'Etat ouvrier de l'URSS. En même temps que nous combattons les initiatives

et les menaces de l'impérialisme, nous continuons à appeler le mouvement ouvrier à se mobiliser contre la répression en URSS et dans les «pays de l'Est», en défense des libertés démocratiques et des droits des nationalités, pour le droit des travailleurs à s'organiser au plan politique et syndical, indépendamment de l'appareil d'Etat. Nous menons notre combat pour la révolution politique et le renversement de la bureaucratie. Nous dénonçons les partis communistes, comme le PCF et le PCP qui soutiennent les méthodes politiques de la bureaucratie soviétique et du PPDA, avant les intérêts des travailleurs et paysans afghans ainsi que du prolétariat mondial, ce qui est dans la logique de leur politique bureaucratique de division des rangs ouvriers et de collaboration avec leur propre bourgeoisie dans leur pays.

f) La tâche prioritaire des marxistes-révolutionnaires est

- de combattre les mesures de rétorsion prises par l'impérialisme, telles que la suspension des livraisons de céréales à l'URSS ou la suppression par la CEE de l'aide alimentaire à l'Afghanistan, action qui indique bien le mépris du sort des populations afghanes par les dirigeants bourgeois;

- dénoncer les multiples chantages sur le plan des liens diplomatiques;

- appeler à la mobilisation contre la politique d'armement de Washington et des gouvernements européens, australiens et japonais;

- réclamer le retrait de la région de toutes les forces impérialistes et le démantèlement de toutes leurs bases;

- dénoncer l'hypocrite campagne d'opinion qui couvre les projets politico-militaires de Washington et de ses alliés au Proche-Orient, en Asie centrale, en Asie du Sud-Est, en Afrique australe et en Amérique centrale, qui sont les véritables porteurs de la menace de guerre;

- dévoiler l'aide des puissances impérialistes aux forces contre-révolutionnaires en Afghanistan et à la dictature militaire pakistanaise;

- s'opposer au boycottage des Jeux olympiques prôné par Carter, Thatcher, etc.

13 questions 13 réponses

L'URSS a-t-elle suscité en 1978 le renversement de Daoud et de son régime en Afghanistan? Son intervention militaire aujourd'hui signifie-t-elle que la bureaucratie remet en cause sa politique de défense du statu-quo international ?

— L'URSS s'accommodait fort bien d'un Etat afghan gouverné par des réactionnaires comme Zaher Shah et Daoud, à condition que soient maintenus ses liens privilégiés, militaires et commerciaux, avec Moscou. A condition que l'Afghanistan continue à jouer sur sa frontière sud un rôle d'Etat tampon analogue à celui joué par la Finlande au Nord. Dans ces savants calculs diplomatiques, le sort des masses afghanes, soumises à une exploitation féroce, ne pesait pas d'un gramme. Aussi l'URSS a-t-elle plutôt été prise de cours par la chute brutale du régime Daoud en 1978.

Quand nous parlons de *statu quo* négocié entre l'impérialisme et la bureaucratie, ou de coexistence pacifique, certains imaginent un partage en zones d'influence et un équilibre établi une fois pour toutes. Cette image est fautive.

Il s'agit au contraire d'un équilibre instable, sans cesse remis en cause par le mouvement tumultueux des classes sociales à l'échelle mondiale, qui ne se

plie pas aux projets échafaudés à Moscou, Washington ou Pékin. La misère et la famine sont des ressorts trop puissants pour être durablement contenus par les grands accords diplomatiques internationaux. Aujourd'hui, toute la région est ébranlée par le formidable soulèvement des masses iraniennes. L'onde de choc de la révolution iranienne n'a pas encore épuisé ses effets.

C'est dans ce contexte qu'il faut situer le développement de la situation en Afghanistan, qui a conduit au renversement de Daoud et au début d'une guerre civile.

Quand l'équilibre est rompu, la bureaucratie soviétique et l'impérialisme ne restent pas immobiles au nom de leurs vieux accords. Chacun cherche à rétablir l'ordre et le *statu quo*, mais à son avantage, en consolidant ses propres positions, en grignotant du terrain s'il pense pouvoir le faire à peu de frais. Nul besoin de considérer pour cela comme révolue l'époque de leur complicité dans l'application d'une politique de coexistence pacifique.

qui il fallait soutenir dans la confrontation armée !

Or, il ne faut pas concevoir la guerre civile conformément à une image d'Épinal. Elle ne prend pas nécessairement la forme de la bataille rangée entre forces équivalentes. Il faut partir des caractéristiques propres de la société afghane, de son extrême pauvreté, du poids du tribalisme, du taux écrasant d'analphabétisme, de ses 90 % de paysans encadrés par deux cent cinquante mille mollahs, de ses 1 à 2 % d'ouvriers dispersés et sans traditions politiques et organisationnelles.

La lutte de classes n'a pas revêtu dans ces conditions des formes classiques et limpides opposant d'un côté le prolétariat à ses alliés et, de l'autre, la bourgeoisie et ses alliés.

Trotsky s'interrogeait dans *la Révolution permanente* sur l'avenir de la révolution dans ce type de pays : « *Cela signifie-t-il que tout pays, même dans un pays colonial arriéré, est mûr pour la dictature du prolétariat, s'il ne l'est pas pour le socialisme ? Non, cela ne signifie pas cela (...)* Dans les conditions de l'époque impérialiste, la révolution démocratique nationale ne peut être victorieuse que si les rapports sociaux ou politiques d'un pays sont mûrs pour porter au pouvoir le prolétariat en tant que direction pour les masses populaires. Et si les choses n'en sont pas encore arrivées à ce point ? Alors, la lutte pour la libération nationale n'aboutira qu'à des résultats incomplets dirigés contre les masses travailleuses (...) Un pays colonial ou semi-colonial arriéré, dont le prolétariat n'est pas suffisamment préparé pour grouper autour de lui la paysannerie et pour conquérir le pouvoir est de ce fait incapable de mener à bien la révolution démocratique. »

L'ordre féodal commençait à s'effondrer en Afghanistan. Une petite bourgeoisie de fonctionnaires, d'enseignants, d'officiers secouait la torpeur de cette société. Le vieil ordre a commencé à basculer. Daoud commença par chercher de nouveaux appuis du côté de l'impérialisme et de l'Iran. Il fut renversé.

Dans un pays pareil, même une direction révolutionnaire authentique aurait

Y avait-il réellement un début de guerre civile en Afghanistan ?

— C'est une question clef. Ceux qui voudraient pouvoir adopter une position de neutralité distante, éviter de se pro-

noncer, ont tendance à nier ce fait ou à le minimiser : s'il n'y avait pas de guerre civile, plus besoin de se demander

été confrontée aux pires difficultés objectives, plus écrasantes encore qu'au Nicaragua ou en Iran. La direction petite-bourgeoise et d'inspiration stalinienne du PDPA ne pouvait qu'aggraver les choses avec un programme de demi-mesures. Plus qu'ailleurs encore, il était illusoire de vouloir s'arrêter à une étape démocratique bourgeoise dans le programme de réformes.

Supprimer l'usure et limiter la propriété foncière, sans nationaliser la banque et le crédit, sans assurer à l'Etat le contrôle de l'eau et des engrais, sans instituer le monopole du commerce extérieur, ne pouvait qu'exaspérer les féodaux et les grands propriétaires, sans pour autant gagner la confiance de la masse des paysans, incertains quant à l'avenir du lointain gouvernement de Kaboul, toujours sous la coupe directe du cacique ou du mollah, souvent contraints à payer sous la table des dettes officiellement abolies.

Nous devons critiquer la politique suicidaire du PDPA. Mais ce n'est jamais une raison pour nous pour adopter une attitude de Ponce Pilate. Les gouvernements de Taraki et d'Amin ont pris un certain nombre de mesures antiféodales et anti-impérialistes que nous devons soutenir malgré leurs limites : début de réforme agraire, suppression de l'usure, mesures d'émancipation des

femmes, plan d'alphabetisation. Fallait-il être neutre quand les jeunes instituteurs du PDPA étaient massacrés dans les villages pour avoir demandé que les femmes assistent aux séances d'alphabetisation ?

Il a fallu du temps aux bolcheviks pour gagner la guerre civile. Et c'étaient les bolcheviks ! La Commune a été écrasée et pourtant c'était la Commune du prolétariat parisien, avec dernière lui un siècle de tradition révolutionnaire !

La politique du PDPA creusait sa propre tombe, et précipitait le pays vers le chaos. Mais il y avait des racines de classes à la guerre civile qui a commencé à se développer. Les guérillas réactionnaires se sont mobilisées contre les mesures progressistes du nouveau régime. Elles ont reçu l'appui des féodaux, des gros trafiquants, des bourgeois liés à l'impérialisme. Elles ont reçu le soutien de l'impérialisme lui-même qui a tenu, en juin 1978, une conférence militaire de l'état-major de l'OTAN sur la situation créée par le renversement de Daoud, et qui a coupé, début 1979, toute aide économique et alimentaire à l'Afghanistan pour l'étrangler davantage.

Quel que soit notre jugement sur la politique du PDPA, nous ne sommes pas neutres dans un affrontement de ce type.

L'URSS est-elle intervenue pour aider la révolution afghane ?

— Il y a d'abord les faits. Moscou, en prétendant avoir répondu à l'appel du PDPA n'a même pas cherché à sauver les apparences. A peine arrivées, ses troupes ont commencé par liquider l'équipe gouvernementale et exécuter Amin et ses proches.

Le Kremlin n'est pas intervenu pour aider les travailleurs et paysans afghans. Pendant des années, il a négocié sur leur dos des rapports de bon voisinage avec leurs régimes réactionnaires en place à Kaboul. Il était de plus en plus inquiet de voir durer une guerre civile et s'étendre un abcès à ses frontières, au contact de la révolution iranienne, au contact des questions nationales explosives pour toute la région (celle des Baloutches notamment), avec l'appréhension des effets en retour sur

les quarante millions de musulmans d'URSS. Il redoutait, tout autant, l'installation d'un régime inféodé à l'impérialisme et intégré à son dispositif militaire dans un pays traditionnellement intégré à son propre système de sécurité.

La bureaucratie est donc intervenue en fonction de ses propres intérêts, dans la continuité de sa politique chauvine de « construction du socialisme dans un seul pays ». Elle est intervenue selon ses méthodes traditionnelles, brutales et policières, pour juguler la réaction tout en étouffant toute mobilisation autonome des masses afghanes. Elle est intervenue pour tenter de rétablir la stabilité à ses frontières, au mépris de la mobilisation et de l'éducation du mouvement à l'échelle internationale.

Peut-on plaider la cause au nom de la défense de l'Etat ouvrier soviétique menacé ?

— Il faut d'abord rappeler ce que nous entendons par défense de l'Etat

ouvrier. C'est pour nous la défense des bases matérielles, de l'appropriation

collective ou étatique des moyens de production, des rapports sociaux non capitalistes. Nous faisons donc la distinction entre ce qu'il reste encore des conquêtes révolutionnaires d'Octobre, que nous défendons contre toute tentative de restauration du capitalisme, et les intérêts particuliers de la bureaucratie, que nous combattons. Toute défaite de la bureaucratie n'est pas une défaite de l'Etat ouvrier, et la défense de l'Etat ouvrier elle-même doit être située dans le cadre plus global du développement de la révolution mondiale.

Si la bureaucratie avait été vaincue par les prolétaires est-allemands en 1953, ou hongrois en 1956, ou tchèques en 1968, c'eût été une victoire pour la révolution mondiale.

Quand l'Etat ouvrier est réellement menacé, comme ce fut le cas en 1941, avec l'attaque d'Hitler, la bureaucratie se sent elle-même menacée dans ses racines sociales, par la remise en cause des rapports de production d'où elle tire ses privilèges. Mais la réciprocité n'est pas vraie : ce qui menace les intérêts propres de la caste bureaucratique ne menace pas nécessairement directement l'Etat ouvrier.

Il y a ensuite le contexte. Il ne faut pas être dupe des apparences. Même lorsque la bureaucratie et l'impérialisme font le meilleur ménage du monde, la menace contre l'Etat ouvrier n'est jamais complètement éteinte. Parce que, aiguillonné par la crise et le besoin de débouchés, l'impérialisme ne renoncera jamais définitivement à rouvrir les marchés qui lui ont échappé à l'appétit dévorant du capital. Cette menace peut cependant être plus ou moins directe. En 1938, à l'approche de la guerre et au voisinage de l'Allemagne nazie, elle était immédiate. Aujourd'hui, la situation et les rapports de forces mondiaux ne sont pas comparables.

Certes, les effets conjugués de la crise chronique dans les bastions du capital et de la poussée de la révolution mondiale, modifient la situation sous nos yeux. Ce n'est plus l'apogée de ce qu'on a appelé la « détente », mais ce n'est pas encore la guerre, ni même la guerre froide. Les réactions de certains pays européens montrent que la bourgeoisie elle-même est divisée sur la façon de réagir.

A moins donc de prendre au pied de la lettre la campagne d'opinion sur les menaces de guerre, qui vise avant tout à faire accepter la course aux armements et à imposer une austérité accrue à la classe ouvrière des pays capitalistes, on ne peut pas dire sérieusement que l'Etat ouvrier était directement menacé par l'évolution des conflits sociaux en Afghanistan. Et même si tel avait été le cas, la mobilisation du mouvement ouvrier international, sa mise en alerte contre les menées impérialistes, aurait constitué une garantie supérieure pour la défense de l'Etat ouvrier qu'une intervention militaire dont la forme ne peut qu'écœurer les travailleurs et les détourner non seulement de la bureaucratie mais, en même temps, de l'Etat ouvrier, si nous ne parvenons pas à faire comprendre cette distinction capitale.

L'intervention soviétique à Kaboul est-elle comparable à l'intervention soviétique à Prague ?

— C'est le type même d'analogie superficielle que nous devons démonter.

A Prague, la bureaucratie soviétique est intervenue pour écraser dans l'œuf le début d'une révolution politique, un mouvement prolétarien de masse.

En Afghanistan, il y avait bel et bien une guerre civile, entre les guérillas soutenues par les féodaux, les capitalistes, les marchands d'opium, l'impérialisme et le gouvernement petit-bourgeois du PDPA qui avait pris des mesures progressistes.

Le caractère à la fois petit-bourgeois et stalinien de ce parti, ses méthodes ultra-bureaucratiques ne pouvaient qu'empirer les conditions objectives déjà extrêmement difficiles, même s'il y avait eu en Afghanistan une direction authentiquement prolétarienne et révolutionnaire. Sa politique a con-

duit le régime au bord de l'écroulement. Mais un régime anti-impérialiste dans une société pareille pourrait être minoritaire et isolé, même avec une politique correcte.

Toutes nos critiques contre le PPDA ne changent donc rien au fait qu'il y avait une guerre civile, complexe, mais opposant en dernière analyse la réaction féodale et pro-impérialiste aux mesures antiféodales et anti-impérialistes prises depuis avril 1978.

Dans ce contexte, l'intervention soviétique vise d'abord à mater la réaction, même si elle en tire prétexte pour faire tomber sa poigne et son joug bureaucratique sur la nuque des paysans et travailleurs afghans qu'elle prétend défendre.

C'est néanmoins une différence de fond par rapport à l'intervention en Hongrie ou en Tchécoslovaquie.

Qu'est-ce que le PPD ?

A la différence d'autres pays de la région, comme l'Iran ou la Turquie, l'URSS n'a pas favorisé en Afghanistan la constitution d'un parti communiste. Dès 1919, la République des soviets, pour protéger sa frontière sud de toute agression impérialiste, privilégia les rapports avec le monarque Amir Amanullah qui s'était opposé aux invasions anglaises. Et c'est en 1921 qu'était signé le premier traité d'amitié soviéto-afghan.

Dans les années quarante, les revendications de l'intelligentsia urbaine prirent la forme d'un mouvement culturel d'où naquit plus tard le Parti populaire démocratique, sous l'impulsion du Parti communiste d'Inde où des intellectuels comme Taraki allèrent travailler, plus que par les vœux du Kremlin.

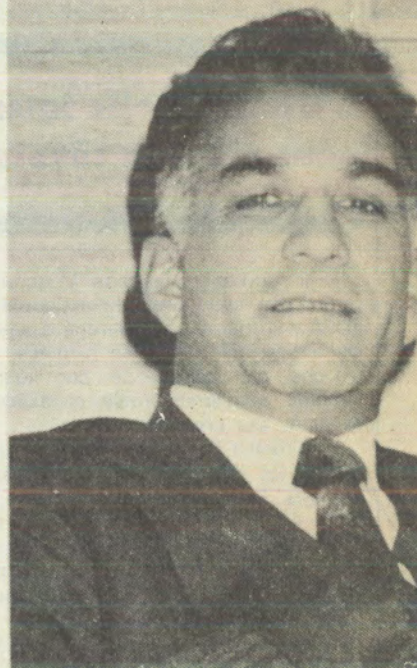
Le premier et, semble-t-il, seul congrès du PPD eut lieu le 1^{er} janvier 1965, soit bien après la dissolution du Komintern par Staline et postérieurement même à la crise sino-soviétique. Ces conditions font du PPD une organisation particulièrement plus proche d'un mouvement nationaliste de gauche que d'un parti communiste stalinien étroitement dirigé par Moscou.

Le PPD mêle dans son pro-

gramme les illusions étapistes stalinienne classiques aux revendications démocratiques de la petite bourgeoisie urbaine. Il propose la lutte pour « une révolution démocratique et nationale, étape première et nécessaire de la révolution socialiste », et se prononce pour la réforme agraire et un renforcement du secteur étatique.

Mais les divergences apparaissent dès mai 1966 lorsque le journal *Khalq* (le Peuple) est interdit. Karmal est partisan de sa parution clandestine et publie alors *Parcham* (le Drapeau). La scission entre les deux fractions est consommée, en juin 1967. Un peu plus tard, Badakhshi, membre du comité central du PPD, créera *Settem I Melli* (Contre l'oppression nationale) en dénonçant les deux autres fractions comme des agents de la classe dominante pachtoune et se lance dans la guérilla.

La réunification du *Khalq* et de *Parcham* a lieu en juin 1977, mais les oppositions s'aiguïseront avec l'arrivée au pouvoir en avril 1978. Paradoxalement, le *Parcham* apparaît comme une fraction plus docile à l'égard de l'URSS que le *Khalq* qui développe pourtant des conceptions stalinienne plus orthodoxes.



Hafizullah Amin, premier ministre renversé par l'intervention soviétique, sous le portrait de Taraki.

Quels sont les effets de l'intervention soviétique du point de vue de la révolution mondiale, de l'élévation du niveau de conscience et d'organisation du prolétariat mondial ?



— C'est en effet, pour nous, la question et le critère décisifs pour nous orienter face aux événements les plus imprévus de la lutte des classes. Nous nous plaçons du point de vue d'ensemble du développement international de la lutte des classes et non du point de vue de tel ou tel intérêt particulier.

Ainsi, devant les mesures de transformations sociales entreprises en 1939 par l'Armée rouge en Pologne, Trotsky disait que ces mesures d'expropriation des capitalistes étaient en elles-mêmes progressistes, mais que les conditions dans lesquelles elles avaient été prises constituaient « une injure aux sentiments démocratiques les plus élémentaires des classes et

peuples opprimés de la terre entière, et qui, par là même, affaiblit considérablement la situation internationale de l'URSS ». « Ce que ne peuvent compenser, ajoutait-il, même au dixième, les transformations effectuées dans les régions occupées » par l'Armée rouge. Il accusait la bureaucratie de sacrifier ainsi « les intérêts essentiels du mouvement ouvrier international au profit d'avantages secondaires et instables ».

C'est donc bien là le problème décisif. L'intervention a nécessairement des effets contradictoires. La bureaucratie intervient pour ses propres motifs et intérêts. Il n'empêche qu'elle reste la bureaucratie d'un Etat ouvrier, et qu'elle est perçue comme telle. La grossière-

Les réformes de la « révolution » d'avril 78

Dès après le coup d'Etat d'avril 1978 qui porta le PPD au pouvoir, des réformes radicales furent annoncées par Taraki dans un programme de gouvernement en trente points. Dans son discours, celui-ci promit un contrôle plus strict de l'Etat sur l'import-export et annonça que le gouvernement prendrait au moins 51 % de participation dans les entreprises.

Une épuration limitée des hautes sphères de l'appareil d'Etat fut effectuée. La garde républicaine de Daoud fut dissoute et vingt-deux membres de la famille royale furent privés de leur citoyenneté, y compris ceux qui, avec Daoud, avaient été tués lors du coup d'Etat. Huit mille personnes furent libérées des prisons et des hauts dignitaires remplacés par des militants.

Un décret de juin 1978 supprima la pratique de l'usure et du servage liée à celle de l'hypothèque. En octobre de la même année, les mariages forcés et ceux concernant les femmes de moins de seize ans, seront interdits. Le prix de la dot était réduit à trois cent cinquante afghanis (soit 7 F) alors qu'il était d'usage d'y consacrer des milliers d'afghanis.

Une vaste campagne d'alphabétisation fut aussi lancée et une diversification de l'usage des langues instaurée. L'enseignement primaire fut effectué dans la langue maternelle, des programmes radio et des journaux furent créés dans les différentes langues du pays.

Dans un décret du 28 novembre 1978, le gouvernement du PPD annonça une réforme agraire qui fixait le plafond de la propriété terrienne familiale à trente jeribs pour les bonnes terres, soit six hectares. Les terres excédentaires ont été distribuées à des paysans pauvres, des métayers ou des Kouchis (semi-nomades). La location et la vente de la terre étaient aussi interdites.

Dans un pays aux structures précapitalistes encore puissantes, ces mesures radicales ne pouvaient que rencontrer l'opposition des féodaux, des chefs tribaux et religieux. Mais l'absence de préparation politique des campagnes, les méthodes bureaucratiques violentes du PPD et la faiblesse du mouvement ouvrier ont favorisé l'incompréhension des paysans pauvres devant des réformes et alimenté en dernière analyse la réaction féodale.

té de l'intervention soviétique à Kaboul constitue, à sa manière, objectivement, et quelles que soient les intentions des bureaucrates, une preuve supplémentaire de l'affaiblissement politique de l'impérialisme et un nouveau camouflet à son égard.

Aux yeux de nombreux peuples opprimés, il apparaîtra que l'impérialisme n'a pu réagir à ce coup de main, que par une campagne d'opinion déchaînée, des mesures de rétorsion limitées, mais sans aucune réplique militaire immédiate.

Il faut tenir compte de cela et du sentiment répandu dans la population américaine depuis le traumatisme vietnamien « *qu'on ne peut pas gagner militairement* », si on ne veut pas avoir une vision trop unilatérale et européenne des conséquences de l'intervention soviétique.

Il n'en demeure pas moins que les balances ne sont pas égales et que les effets négatifs l'emportent largement. L'intervention détourne une partie de l'énergie des masses iraniennes jusque là concentrées contre l'impérialisme américain, favorise leur maintien sous l'emprise des dirigeants islamiques et constitue un obstacle supplémentaire par rapport à la tâche centrale de l'heure qui est l'organisation d'un mouvement ouvrier indépendant en Iran.

Elle désoriente le mouvement ouvrier européen, certes sous la pression de l'extraordinaire campagne impérialiste, mais aussi en raison d'un profond sentiment anti-stalinien sur un continent qui a connu les interventions contre-révolutionnaires de la bureaucratie du Kremlin en Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie.

Elle fournit un prétexte en or à la campagne déchaînée de l'impérialisme qui cherche tous les motifs (agitation sur la présence d'une brigade soviétique à Cuba, sur l'affaire des otages de Téhéran) pour justifier la course aux armements et tenter de renverser le courant d'opinion interventionniste vivace aux USA depuis la guerre du Vietnam. L'écho dans l'opinion américaine n'est pas nul si l'on considère la remontée de la popularité de Carter et ses résultats face à Ted Kennedy aux primaires de l'Iowa.

Elle peut avoir pour revers un nouveau durcissement du régime en URSS même et de la répression contre tous les opposants. Il n'est pas tout à fait fortuit que l'arrestation de Sakharov soit intervenue quelques semaines après le débarquement à Kaboul.

Elle peut, enfin, favoriser les entreprises de l'impérialisme auprès des pays arabes (conférence d'Islamabad à laquelle participait l'OLP et qui a demandé le retrait des troupes soviétiques) et mettre en difficulté la position de Cuba dans le mouvement des non-alignés.

En bref, la note est lourde. C'est le prix d'une fuite en avant typique des contradictions de la bureaucratie. C'est la raison majeure pour nous de n'apporter aucun soutien à cette intervention et de combattre avec plus d'acharnement encore la politique bureaucratique dont elle est partie intégrante.

Si l'URSS n'est pas intervenue pour défendre la révolution afghane ni pour défendre l'Etat ouvrier menacé, si les effets de son intervention du point de vue de la révolution mondiale sont négatifs, faut-il condamner cette intervention ?

— Il y a deux façons, diamétralement opposées, de juger l'intervention soviétique, à partir de deux points de vue de classe antagoniques. Il y a ceux qui la jugent du point de vue des intérêts de la bourgeoisie, et nous qui la jugeons du point de vue des intérêts du prolétariat mondial.

Les premiers condamnent l'intervention en tant qu'acte militaire, au nom du principe de la non-ingérence, dont la bourgeoisie se sert quand bon lui chante. Pourtant, l'impérialisme ne se prive pas d'intervenir directement ou indirectement, partout où il considère ses intérêts menacés. A Saint-Domingue et au Vietnam hier, au Tchad et en Centrafrique. Pourquoi pas demain au Salvador et en Tunisie ? Sans parler de l'action quotidienne de la CIA et des services secrets, des manigances des multinationales comme au Chili...

La lutte de classes est mondiale. La bourgeoisie en est parfaitement consciente. Nous sommes pour l'aide matérielle et humaine si nécessaire aux révolutions en difficulté. Nous avons critiqué la Chine et l'URSS parce qu'elles n'aidaient pas assez le Vietnam pendant les années soixante. Nous étions pour l'intervention des Cubains

en Angola face aux troupes sud-africaines.

En se plaçant sur le terrain de la non-ingérence, des gens comme Maire ou Elleinstein se sont placés intégralement sur le terrain de la bourgeoisie.

Ce que nous condamnons, c'est l'intervention en tant que maillon d'une politique contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin. Beaucoup de gens qui s'indignent soudain à propos de l'intervention en Afghanistan, s'accrochent, en général, de cette politique et restent silencieux sur ses racines. Nous, nous condamnons et combattons toute la politique contre-révolutionnaire de la bureaucratie dont l'intervention à Kaboul est le produit et l'aboutissement. Nous la combattons au nom de l'internationalisme et de l'extension de la révolution mondiale. C'est toute la différence.

Et c'est pourquoi nous devons être précis sur ce point, jamais nous contenter de condamner l'intervention tout court, sans préciser les raisons ; jamais mêler notre voix à ceux qui condamnent pour des raisons radicalement opposées aux nôtres. Voilà qui sèmerait une confusion encore plus grande auprès des travailleurs.

Si l'intervention a des effets négatifs du point de vue de la révolution mondiale n'est-il pas possible de les réparer en exigeant le retrait immédiat des troupes soviétiques ?

— Dans une affaire comme celle-là, il faut se méfier comme de la peste de la fausse logique, de la logique formelle : si le résultat est négatif, nous condamnons ; si nous condamnons, nous sommes pour le retrait... Si nous ne sommes pas pour le retrait, nous sommes pour le maintien...

La politique n'a pas grand-chose à voir avec ces enchaînements mécaniques. Nous ne soutenons pas l'intervention soviétique et nous combattons la politique dans laquelle elle s'inscrit. C'est une chose. Maintenant, l'intervention a eu lieu. Elle crée une situation nouvelle. Il y a une guerre et une guerre

civile imbriquées. La bureaucratie est certes intervenue en fonction de ses propres intérêts réactionnaires. Mais la contre-offensive de l'impérialisme ne fait pas de détail, elle ne vise pas seulement la bureaucratie comme couche privilégiée au sein de l'Etat ouvrier. Elle vise à affaiblir l'Etat ouvrier lui-même.

Trotsky disait qu'il n'y avait pas de recette pour discerner dans chaque cas concret « *où et quand l'Armée rouge intervient seulement en tant qu'instrument de la révolution prolétarienne et où elle défend les faibles intérêts sociaux de l'URSS* ». Malheureusement, on a rarement affaire à des cas chimiquement

purs. L'Armée rouge reste en même temps un instrument aux mains de la bureaucratie et l'armée de l'Etat ouvrier soviétique. A Stalingrad, malgré Staline, elle se battait directement en défense de l'Etat ouvrier. A Prague, elle était strictement l'instrument de la bureaucratie contre la révolution politique montante.

Mais la plupart du temps la question est plus complexe. Lors de l'intervention à Kaboul, on peut dire que l'Armée rouge a agi principalement comme instrument de la bureaucratie bonapartiste. Mais face à l'offensive impérialiste aujourd'hui, elle se trouve mise en position de défense de l'Etat ouvrier.

Maintenant, même à travers l'intermédiaire pourri de la bureaucratie, l'affrontement sur le terrain réfracte le conflit mondial entre les classes. Nous ne sommes pas neutres : nous sommes pour la défaite des féodaux et de l'impérialisme.

La question de l'Afghanistan ne peut donc plus désormais être traitée isolément. Elle est prise dans l'étau des rapports de forces mondiaux. C'est dans ce contexte qu'il faut la poser et envisager la signification qu'aurait le mot d'ordre de retrait immédiat des troupes soviétiques.

Il faudrait, en effet, d'abord éclaircir le sens d'un tel mot d'ordre. Quand il y a guerre, affrontement les armes à la main, on peut moins que jamais se permettre de jouer avec les mots d'ordre. De les considérer comme une opinion sans en envisager les conséquences pratiques.

La seule façon de prendre ce mot d'ordre au sérieux et de lui donner un contenu pratique c'est d'appeler sur le terrain à la résistance armée contre l'occupant soviétique et de soutenir internationalement cette résistance par une campagne de pression sur Moscou. Cette position n'est pas exclue par principe. Si le rapport de forces avait permis de la concrétiser, c'est celle qu'il fallait adopter face aux interventions à Budapest et à Prague : la résistance à l'occupant et une campagne internationale du mouvement ouvrier.

Ce qui nous guide, c'est de savoir quelles forces sociales sont capables aujourd'hui de s'emparer d'un tel mot d'ordre. A coup sûr la réaction afghane, les gouvernements bourgeois, l'impérialisme. Mais certainement pas les travailleurs et les paysans afghans, organisés de façon indépendante pour combattre en même temps l'impérialisme et la bureaucratie à partir de leurs propres intérêts et d'une politique internationaliste ! Il y a guerre. Il y a un front et non pas deux ou trois. Si la révolution afghane était assez forte, socialement et assez mûre politiquement (avec une direction prolétarienne révolutionnaire) pour qu'il y ait insurrection simultanée sur deux fronts, contre Washington et contre le Kremlin, non seulement nos problèmes seraient aussitôt résolus, mais ils ne se seraient jamais posés dans les termes où ils se posent.

Il y a aussi tous ceux qui veulent avancer le mot d'ordre de retrait des troupes sans lui donner le sens d'un

mot d'ordre d'action. C'est difficile en pleine guerre. C'est une tentative pour apparaître libéral et démocrate, sauver la face et sa conscience dans une histoire délicate. Pour ceux-là, il ne s'agit pas d'appeler sur le terrain à la résistance, mais seulement de faire pression sur Brejnev (en priorité ou exclusivement de la part du mouvement ouvrier international) pour qu'il retire ses troupes... L'attitude inconsciente aboutit à se mettre en position de conseiller de la bureaucratie la meilleure façon de se tirer d'un mauvais pas.

Comme si les effets négatifs de l'intervention pouvaient maintenant être effacés par un simple retour en arrière comme sur une ardoise magique. Du point de vue des effets sur la lutte du prolétariat mondial, le mal est fait. Demander et obtenir (car si on le demande, c'est nécessairement pour l'obtenir) le retrait des troupes, pour laisser le champ libre à l'impérialisme (car à qui d'autre ?), ce n'est pas maintenant réparer le mal. C'est l'aggraver et en doubler le prix. Il apparaîtrait seulement qu'après être intervenue avec ses méthodes répugnantes, la bureaucratie a dû battre en retraite au premier grognement de Carter. Ce ne serait en rien une victoire morale, mais à coup sûr un renforcement des positions de l'impérialisme dans le rapport de forces mondial.

Sur le terrain, la traduction de cette politique serait la défaite circonstancielle. Non pas la résistance active à l'occupant, mais le défaitisme renvoyant dos à dos bandes réactionnaires et troupes soviétiques. Ce défaitisme-là est un calcul périlleux. Il consiste à considérer que l'instauration d'un régime réactionnaire, inféodé à l'impérialisme, serait un moindre mal par rapport à la présence soviétique. Il se réserve la possibilité ultérieure de revenir à une position de défense de l'URSS si l'Etat ouvrier était menacé par la place forte réactionnaire et la place d'armes installée à ses portes. Mais personne ne peut mesurer *a priori* les effets en chaîne, en Afghanistan, dans la région (vis-à-vis de l'Iran) et par rapport à l'URSS (dans le cadre d'un dispositif d'ensemble de l'impérialisme) qu'aurait une victoire de la réaction en Afghanistan.

C'est un risque à ne pas courir. Comme toujours, le défaitisme circonstanciel est une aventure irresponsable. Il n'est guère possible de biaiser en disant qu'on est pour le mot d'ordre de retrait des troupes, mais seulement dans la propagande aujourd'hui, pas dans l'agitation. On rencontrera toujours des gens dans les syndicats, parmi les bureaucrates, les sociaux-démocrates, les eurocommunistes, qui sont pour lui donner une portée pratique et immédiate. Et il devient alors difficile d'expliquer qu'on est pour, mais pas tout de suite, pas pour le mettre dans une motion ni sur une banderole de manifestation. C'est pourquoi, il faut expliquer clairement quand la question se pose que nous sommes contre ce mot d'ordre aujourd'hui.

Certains commentateurs ont voulu établir le parallèle avec l'intervention vietnamienne au Cambodge. La comparaison est fautive à bien des égards : la nature de l'Etat cambodgien, les caractéristiques de la bureaucratie vietnamienne qui ne représente pas le même degré de cristallisation et de dégénérescence que la bureaucratie soviétique... Nous avons également critiqué l'intervention vietnamienne au Cambodge, du point de vue de ses conséquences politiques au Cambodge même (aggravation des problèmes nationaux) et au Vietnam (accentuation de l'autoritarisme bureaucratique sous couvert de mobilisation militaire). Mais une fois les troupes vietnamiennes au Cambodge, nous ne réclamons pas leur départ immédiat, si cela peut signifier la restauration d'un régime Sihanouk.

Toutes ces questions de mots d'ordre s'appliquent à une conjoncture précise, qui peut évidemment changer. Si demain les Soviétiques installent à Kaboul un régime de compromis, d'union nationale, un régime capitaliste à sa solde, perpétuant l'exploitation des masses afghanes ; si se développe une mobilisation autonome des masses afghanes sur des bases de classe (ce que nous devons aider au maximum de nos possibilités), alors le mot d'ordre de retrait des troupes peut prendre un autre contenu de classe, positif, et nous pouvons être amenés à le reprendre.

Ne pas avancer aujourd'hui le mot d'ordre de retrait des troupes, n'est-ce pas abandonner le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et dans ce cas précis, le droit à l'autodétermination du peuple afghan ?

— Nous sommes pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Face à l'impérialisme, nous sommes inconditionnellement pour le droit à l'autodétermination des peuples opprimés,

sans faire un préalable du caractère de leur direction. Ainsi, nous soutenons inconditionnellement les luttes de libération des colonies portugaises, du peuple kurde, du peuple palestinien, quelles

que soient nos critiques envers les directions nationalistes petites-bourgeoises de ces mouvements. De même, nous soutenons inconditionnellement ceux qui luttent pour une Irlande unie et indépendante.

Ceci dit, le droit à l'autodétermination est une revendication démocratique radicale face au colonialisme et à l'impérialisme. Il ne s'agit pas d'un impératif catégorique ou absolu placé au-dessus ou en dehors des rapports de classes.

Comme toute revendication démocratique, celle du droit des peuples a un caractère algébrique. Positive face à l'impérialisme, elle peut devenir négative quand elle est subordonnée à l'impérialisme au détriment de la révolution. Il n'est pas exclu de voir une lutte de libération nationale, initialement dirigée contre l'oppression impérialiste, récupérée ultérieurement dans un but contre-révolutionnaire. Les services impérialistes sont spécialisés, en Afrique notamment, dans l'exploitation de problèmes tribaux et la manipulation, comme on l'a vu au Katanga et au Cabinda.

Inversement, dans les Etats ouvriers, nous sommes pour l'autodétermination des nationalités. Et nous pensons que, sur la base de rapports sociaux non capitalistes, les revendications démocratiques sont un axe central de la lutte pour la révolution politique. Mais là encore, il ne s'agit pas de principes absolus. Nous ne pouvons pas exclure la nécessité de s'opposer à des revendications nationales qui deviendraient le vecteur d'une entreprise de restauration du capital, même si l'hypothèse est peu probable. En tout cas, notre mot d'ordre est celui de l'indépendance de l'Ukraine socialiste et

non de l'indépendance tout court. De même, nous sommes pour l'unification socialiste de l'Allemagne, et non pour le simple mot d'ordre d'unification de l'Allemagne qui pourrait servir de fer de lance à la bourgeoisie ouest-allemande pour la restauration du capitalisme à l'Est.

A l'âge de l'impérialisme, des guerres et des révolutions, les questions nationales sont donc enchâssées dans les rapports de classes mondiaux. C'est pourquoi aucune position de principe ne permet de faire l'économie d'une analyse concrète de chaque situation. Quand il y a confrontation entre les classes à l'échelle mondiale, la liberté des petits Etats peut devenir un mythe qui cache seulement leur droit à choisir leur maître.

Avant la chute du régime Daoud, le problème en Afghanistan ne se posait pas en termes de revendications nationales. Le retrait des troupes soviéti-

ques garantirait-il aujourd'hui la possibilité réelle pour les nationalités afghanes (nationalités au pluriel) de choisir librement leur destin ? Accablées par le poids du sous-développement et tenues par les aides économiques internationales, cette liberté ne serait qu'une fiction pour couvrir leur soumission à l'impérialisme.

N'y a-t-il pas confusion à présenter comme défense de droits nationaux ce qui n'est que la défense du cadre arbitraire de l'Etat afghan hérité des découpages impérialistes dans la région ? La lutte pour les droits nationaux kurdes, baloutches, pachtounes, etc., implique un bouleversement révolutionnaire radical des frontières dans toute la région.

La conquête d'un droit réel à l'autodétermination pour ces nationalités passe par la victoire dans le combat contre l'impérialisme. On ne sort pas de ce dilemme.

Que peuvent faire les soviétiques maintenant en Afghanistan ? S'ils peuvent y renverser le capitalisme n'est-ce pas la preuve d'une mission progressiste de la bureaucratie ?

— Il y a un difficile problème d'information maintenant sur ce qui se passe réellement en Afghanistan. Les informations qui parviennent sont incomplètes,

fragmentaires et déformées dans un sens ou dans l'autre. Il faut donc être prudent sur les pronostics et attentif aux faits. Deux grandes hypothèses



Daoud, président de la République afghane lors d'une visite à l'aéroport de Moscou, en compagnie de Podgorny en 1977.

sont néanmoins théoriquement ouvertes.

La première est celle de l'instauration en Afghanistan d'un régime d'union nationale, modéré et bourgeois, qui maintiendrait des liens amicaux avec l'URSS et laisserait à Moscou la jouissance de bases militaires dans le pays. C'est probablement l'hypothèse la plus conforme aux intentions et aux habitudes de la bureaucratie. Une tentative de retour au *statu quo ante*. A ceci près qu'il est désormais difficile de trouver la base sociale pour stabiliser un régime de ce type.

On ne peut donc pas exclure totalement l'hypothèse de ce que nous appelons l'assimilation structurelle, c'est-à-dire l'alignement des structures sociales de l'Afghanistan sur celles de l'URSS, par l'élimination de la propriété privée, et ce en dépit des intentions initiales de la bureaucratie.

La logique sociale l'emporte ici sur les intentions. L'Armée rouge est aujourd'hui un instrument de la bureaucratie mais elle reste aussi en dernière analyse l'armée d'un Etat ouvrier. C'est encore une contradiction. Si cette armée est amenée à occuper durablement l'Afghanistan, il est peu concevable qu'elle le fasse en cohabitant avec un Etat bourgeois. Il faudra trouver une base sociale à cette occupation. Cela ne sera possible qu'en appliquant bureaucratiquement une réforme agraire radicale et en expropriant le capitalisme.

S'il en résulte, avec l'apport d'une aide économique soviétique, une amélioration des conditions de vie des masses (ce qui est parfaitement concevable dans un pays aussi pauvre), l'URSS peut acheter ainsi sinon une sympathie, du moins une neutralité auprès d'une fraction de la population, et la bureaucratie peut étendre à l'Afghanistan les bases sociales de son existence et de ses privilèges. Si l'affrontement se prolonge avec les forces soutenues par l'impérialisme, elle peut même ainsi remobiliser une fraction de la paysannerie afghane et donner une consistance nouvelle à la composante afghane de la guerre civile aujourd'hui laminée par la politique d'Amin et de Taraki.

Tout cela ne peut être exclu.

Il faut préciser qu'en cas de transformation des structures sociales afghanes, nous resterions opposés à une annexion d'un nouvel Etat ouvrier afghan, bureaucratiquement déformé dès l'origine, par l'URSS. Cette position est cohérente avec le fait que nous revendiquons par ailleurs l'indépendance de l'Ukraine soviétique. Nous ne confions aucune mission historique à la bureaucratie du Kremlin.

Un tel processus ne signifierait pas que la bureaucratie est soudain investie d'une mission progressiste, mais qu'elle est conduite par le développement de la lutte des classes et en fonction de la défense de ses intérêts propres, à porter un coup ponctuel à l'impérialisme dans la région.

Dire qu'on n'est pas neutre militairement dans un conflit où l'URSS se trouve engagée contre l'impérialisme, n'est-ce pas obscurcir les conflits de classe au profit d'un conflit de camps, entre un camp de l'impérialisme et un camp progressiste qui regrouperait pêle-mêle le prolétariat, les gouvernements anti-impérialistes petits-bourgeois, la bureaucratie?

— Quand nous disons qu'il faut choisir son camp, nous disons que nous ne sommes pas neutres dans un conflit de

ce type. Que nous tournons nos coups contre l'impérialisme. Nous pouvons nous trouver dans une situation de front

Les guérillas

Les rébellions islamiques et paysannes antigouvernementales qui s'opposent au PPD sont, grossièrement, de deux sortes. En dehors des zones pachtoune, elles regroupent des minorités ethno-linguistiques, comme les Tadjiks au Nord, traditionnellement rebelles à tout pouvoir central, et prenant la forme de jacqueries régionalistes.

C'est le cas par exemple du Nouristan dans le nord-est du pays, où des paysans se soulevèrent fin 1978. Au mois de mars, les rebelles nouristanais contrôlaient leur région qu'ils décrétèrent « libérée ».

Un autre exemple exprime le ressentiment de minorités nationales, en l'occurrence les Tadjiks du Nord qui représentent une minorité ethnique et religieuse puisque de rite chiite dans un pays à dominante sunnite. Le *Setem I Melli* (Contre l'oppression nationale), créé par un membre du PPD, combina un verbiage maoïste et des préoccupations ethno-centristes pour lancer les paysans tadjiks du Badakhchan dans la guérilla, à partir de 1975.

Par contre, dans l'aire d'implantation pachtoune, qui s'étend le long de la frontière avec le Pakistan, les rébellions paysannes sont dominées par des groupes religieux, féodaux en lutte contre le régime « marxiste » de Kaboul, et ses réformes. Elles se caractérisent

par la multiplicité des groupes fondés le plus souvent sur des bases tribales ou familiales. On peut dénombrer :

— le Rassemblement islamique, dirigé par Ustad Rabbani, qui entretient de fructueux rapports avec son homologue pakistanais qui est la principale force politico-religieuse soutenant le général Zia Ul Haq. C'est par ce canal que transiterait l'aide de l'Arabie Saoudite ;

— le Parti islamique, de l'ingénieur Gulbuddin Mekmatyar, fondé en 1965, qui accuse le Rassemblement islamique d'avoir collaboré avec la monarchie. Ce mouvement a mené une lutte depuis le coup d'Etat de Daoud, en 1973. Depuis cette époque, il est réfugié au Pakistan. Il se revendique de feu l'ayatollah Talleghani, intervient principalement au nord de Jalalabad, dans la région du clan des Durrani, et recrute parmi les hauts dignitaires épurés sous Daoud et sous Taraki ;

— le Parti nationaliste révolutionnaire islamique, de Syyyid Ahmed Gailani, qui a lancé un appel à la guerre sainte, le 13 avril dernier. Ce groupe est dénoncé par les autres comme étant « pro-américain » ;

— le Front national de libération, de Hazrat Sebratullah Mojaddidi, qui est issu d'une vieille famille religieuse ;

— le Mouvement de la révolution islamique de Mohammad Nali Mohammadi.

unique de fait avec la bureaucratie quand, pour ses intérêts propres et en raison de ses racines sociales au sein de l'Etat ouvrier, elle se trouve engagée conjoncturellement et temporairement dans un conflit avec la bourgeoisie ou l'impérialisme.

Mais nous disons : conjoncturellement et temporairement. Car, historiquement, la bureaucratie reste un ennemi mortel de la révolution prolétarienne et sa politique est globalement contre-révolutionnaire. Même quand nous nous trouvons dans une situation de front unique de fait avec la bureaucratie (comme, d'ailleurs, avec des directions anti-impérialistes petites-bourgeoises) c'est en toute indépendance politique. Sans trêve ni union sacrée avec la bureaucratie.

Notre camp, ce n'est pas celui d'un amalgame de forces, dont la bureaucratie. Notre camp est celui du prolétariat mondial face à la bourgeoisie mondiale, de la révolution face à la contre-révolution. Pas celui de la bureaucratie, mais celui des travailleurs déportés de Vorkhouta ou de la Kolyma.

Même quand elle est amenée à se battre contre l'impérialisme, la bureaucratie reste un obstacle au développement de la révolution mondiale et à la défense de l'Etat ouvrier. Même pendant la guerre contre Hitler, la mobilisation pour la défense de l'URSS n'impliquait aucune trêve avec Staline, mais simultanément la lutte contre Hitler et la

propagande pour la révolution politique et le renversement de Staline.

Aujourd'hui, l'intervention de la bureaucratie en Afghanistan peut infliger un revers militaire aux guérillas pro-impérialistes. Non sans difficulté et sans risque d'enlèvement. Mais l'effet politique ne coïncide pas nécessairement avec le résultat militaire. En même temps, la bureaucratie étouffe la mobilisation autonome des masses afghanes et affaiblit la défense de l'Etat ouvrier en détournant de lui la grande majorité des travailleurs dans les métropoles impérialistes.

C'est pourquoi la lutte pour la révolution politique et le renversement de la bureaucratie est pour nous une tâche d'actualité brûlante, indissociable de la mobilisation anti-impérialiste, et non une tâche noyée dans les brumes d'un futur lointain.

Il est important d'insister là-dessus. Car dans une période de tension entre l'URSS et l'impérialisme, sans parler de guerre froide, la tentation est grande, sous prétexte de réalisme politique, de raisonner en termes de camp et de lâcher le point de vue de la révolution mondiale pour s'aligner sur la bureaucratie en tant que telle.

Ceci dit le danger le plus immédiat et le plus sensible en France est celui d'un démocratisme abstrait (non-ingérence, retrait des troupes) qui exprime avant tout les pressions de la bourgeoisie et de son hypocrite croisade démocratique.

de syndicats paysans, de comités. Il faudrait demander des armes pour combattre les guérillas réactionnaires. Au gouvernement, mais aussi aux soldats soviétiques en cherchant à fraterniser avec eux (d'autant plus que bon nombre proviennent des nationalités musulmanes d'URSS), tout en semant le germe de la lutte antibureaucratique dans leurs rangs. Tout cela est décisif, car il n'y aura pas de victoire durable contre les manœuvres impérialistes par la seule présence des blindés soviétiques. Seule une mobilisation propre des masses afghanes peut assurer une victoire sociale et politique. C'est un argument que les soldats russes, envoyés sous prétexte de combattre l'impérialisme, peuvent finir par comprendre.

En URSS, le problème est concret. Faut-il appeler les soldats à mettre crosse en l'air ou à désertir ? Ce serait le cas si nous engagions immédiatement la bataille pour le retrait des troupes. Aujourd'hui, un marxiste-révolutionnaire sous l'uniforme ne dirait pas cela. Il dirait qu'il est contre la politique de la bureaucratie qui a conduit à cette aventure afghane, mais que maintenant l'Armée rouge est engagée sous prétexte de défendre les intérêts sociaux des travailleurs et paysans afghans ; que dans ces conditions, pour éviter un borbier fatal, il faut aller jusqu'au bout, jusqu'à l'écrasement de la réaction ; que pour aboutir à ce résultat, il faut gagner la sympathie des masses exploitées par des mesures anti-impérialistes et anticapitalistes radicales ; qu'il faut armer les travailleurs afghans eux-mêmes. Il dirait qu'il met la bureaucratie, qui opprime ses propres nationalités et pactise sans cesse avec l'impérialisme, au défi de remplir ces tâches ; qu'il faut s'organiser pour la renverser si, comme prévisible, elle s'y oppose.

De part et d'autre, le militant révolutionnaire afghan et le militant révolutionnaire soviétique agirait donc de façon convergente, pour vaincre l'offensive impérialiste et créer les conditions du retrait des troupes soviétiques.

Un schéma idéal ? Peut-être, mais conforme aux intérêts de la révolution mondiale et de l'internationalisme. Pas plus abstrait que la répétition, hors du temps et des forces en présence, de principes sur l'autodétermination et le retrait des troupes. Il faut chercher à voir ce qui est juste et ce qui serait possible si existait un parti révolutionnaire afghan significatif et une opposition antibureaucratique implantée en URSS. Cette politique n'aurait rien d'illusoire. Il faut donc tendre à créer les conditions de son application.

Les choses seraient évidemment plus simples si l'Afghanistan n'était pas un des pays les plus pauvres du monde à grande majorité paysanne, mais un pays avec une classe ouvrière forte et concentrée. S'il existait en URSS une opposition prolétarienne fortement organisée. S'il existait aux USA un parti révolutionnaire de masse capable de lier les mains à l'impérialisme. Ce n'est pas le cas et les tâches apparaissent d'autant plus énormes et inaccessibles que

Comment déterminer nos tâches face à une situation aussi complexe ?

— Du point de vue du développement de la révolution mondiale, nous devons intervenir autour de trois axes indissociables.

D'abord pour la révolution afghane, pour la mobilisation et l'organisation autonomes des travailleurs et paysans afghans autour de leurs propres revendications sociales et nationales, pour la défaite militaire des forces réactionnaires soutenues par l'impérialisme.

Ensuite, contre la campagne impérialiste, contre les sanctions économiques envers l'Union soviétique, contre les préparatifs de guerre et l'escalade de l'armement (notamment l'installation des fusées Pershing en Europe). Nos camarades du SWP aux Etats-Unis se trouvent en première ligne dans la citadelle impérialiste face au déchaînement d'une campagne anticommuniste et anti-ouvrière.

Enfin, contre la bureaucratie pour la révolution politique, sans céder un pouce de nos tâches, dans la défense des dissidents réprimés (et quels que soient nos désaccords avec leurs opinions), pour les droits des nationalités, pour le droit à l'organisation des travailleurs, politique et syndicale, indépendante de

la bureaucratie. Cet aspect est très important si on veut éviter, précisément, que les travailleurs soient acculés à « choisir leur camp » en se rangeant soit derrière l'impérialisme, soit derrière la bureaucratie. Toute défaillance de notre part dans la lutte du mouvement ouvrier — sans le moindre compromis avec les gouvernements bourgeois — contre la répression bureaucratique ne ferait que laisser le champ libre à la propagande bourgeoise, aux nouveaux philosophes, et accentuer le désarroi dans la classe ouvrière.

Ce sont là les grands axes en tant que IV^e Internationale. Pour être plus précis, on pourrait essayer de penser à ce que devrait être l'attitude de militants, internationalistes authentiquement révolutionnaires, en URSS (mobilisés dans l'Armée rouge par exemple) et en Afghanistan.

En Afghanistan, tout l'effort devrait porter sur l'organisation autonome des masses autour des revendications les plus pressantes (dont une réforme agraire radicale avec nationalisation de toutes les banques et du crédit, monopole du commerce extérieur) : création

nous sommes tout petits. Il n'y a pourtant pas de raccourci.

Notre politique s'oppose donc aussi bien à celle des directions des PC (italien, espagnol) qui joignent leurs voix à celles des gouvernements bourgeois et de la social-démocratie pour réclamer le retrait des troupes soviétiques. Autant, on peut comprendre, même si on n'est pas d'accord, que des militants de ces partis signent des pétitions demandant le retrait des troupes, parce qu'ils veulent manifester ainsi, dans la confusion, une condamnation des méthodes staliennes. Autant on doit discuter avec ces camarades pour les convaincre. Au-

tant la position des directions social-démocrates ou des PC espagnol, italien, mexicain a un sens social contre-révolutionnaire : celui de donner à leur propre bourgeoisie des gages de bonne conduite et de civisme sur le dos du prolétariat mondial. De même les PC, comme le portugais et le français qui soutiennent en tant que telle l'intervention soviétique, ne se placent pas davantage sur le terrain de l'internationalisme, de la défense de la révolution afghane, indissociable de la lutte ouverte contre la bureaucratie soviétique. Ils s'alignent simplement sur les intérêts propres et la politique de la bureaucratie du Kremlin.

Thatcher et la conférence d'Islamabad, s'inscrit dans un dispositif de rétorsions économiques et commerciales contre l'URSS.

Il faut donc dire clairement que nous sommes contre le boycott des jeux de Moscou. Nous devons, en revanche, dénoncer des jeux alternatifs, des jeux de l'impérialisme, organisés à Los Angeles, Montréal ou ailleurs.

Si les jeux de Moscou se tenaient malgré tout, nous devrions maintenir une démarche de mobilisation du mouvement ouvrier pour l'adoption de dissidents emprisonnés ou internés par des sections syndicales, pour des voyages d'enquête à Moscou, pour des contacts avec les syndicats indépendants, pour une initiative centrale des organisations ouvrières pendant les jeux, du type du congrès Bahro qui s'était tenu à Berlin, en défense des libertés démocratiques en URSS. Il est évident, que dans le contexte actuel, il faudrait combattre clairement toute confusion et collusion avec les forces qui participent à la campagne impérialiste sous une forme ou une autre ; autrement dit, exiger un surcroît de clarté et de rigueur dans la mise en place des comités ou cartels susceptibles d'animer une telle campagne.

Et les Jeux Olympiques?

— Nous avons toujours été hostiles à une campagne de boycott des jeux Olympiques de Moscou. En effet, une telle campagne, encouragée par certains dissidents, pouvait s'insérer dans une campagne de boycott économique

et diplomatique tout court, qui ne touche plus seulement la bureaucratie, mais touche directement le sort des travailleurs soviétiques. C'est pleinement le cas aujourd'hui où le boycott prôné par Washington, soutenu par

chaque semaine
lisez



Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil
téléphone : 808.00.80 (lignes groupées)
Edité par Sarl PEC (Presse, Edition, Communication)
Directeur de la publication : Robert March
Numéro de la commission paritaire : 46722
Imprimé par Rotographie à Montreuil

Témoignages

Réformes et contre-révolution

*Nous reproduisons ci-dessous
deux textes inédits que nous avait fait parvenir
Frédéric Carlier, correspondant de «Rouge»,
pendant son séjour en Afghanistan,
durant l'hiver 1978-1979*

Le rythme des arrestations, commencées peu après le coup d'Etat, s'est ralenti. A Kaboul, on ne voit plus les jeeps russes de l'armée afghane s'arrêter la nuit devant la maison des opposants, avant qu'ils ne disparaissent. Néanmoins, depuis le 20 août dernier, une nouvelle vague « *d'adversaires de la révolution* » a pris le chemin de la prison ; il s'agit d'officiers nationalistes liés à Kader, l'artisan de la prise du pouvoir, ou bien de membres du Parcham, le parti allié au Khalq, actuel détenteur du pouvoir.

L'immense prison neuve de Pul I Chatri, à une dizaine de kilomètres de la capitale, que Daoud n'avait pas eu le temps d'inaugurer, serait pleine. Selon certaines rumeurs, tortures et exécutions sommaires auraient lieu la nuit, alors que tous les quartiers alentours sont bouclés. Mais les rumeurs les plus fantaisistes se répandent... Les dirigeants du PDP les démentent, en affirmant que le parti est opposé aux méthodes stalinienne. Les « *comploteurs* » n'ont-ils pas rédigé de leurs propres mains, des aveux et des confessions sur leur culpabilité...

La colonie européenne, qui craint d'être priée avant longtemps de quitter le pays, ironise. Un diplomate constate que les prisons ont été vidées de leurs prisonniers politiques, pour être à nouveau remplies... de prisonniers politiques. « *Où trouvent-ils de la place pour les loger tous, nous dit-il, sinon sous terre ?* »

Il est vrai qu'une certaine agitation règne à Kaboul. Peu après le coup d'Etat, des tracts exigeant sans délai l'expulsion des « *Chouravis* » (les Russes) ont été distribués, avec des menaces d'attentats s'il ne leur était pas donné satisfaction. Au début du mois de septembre, un affrontement sanglant a même eu lieu dans la périphérie de la capitale. Une dizaine de personnes, dont deux officiers, retranchés dans une villa, ont subi l'assaut des forces armées. Leur cachette recellait un imposant stock de

grenades. Aussitôt après cette découverte le gouvernement décrétait le rétablissement du couvre-feu levé pendant le ramadan.

La réaction s'organise

A la mi-septembre, en plein après-midi, quatre hommes en jeep distribuaient des tracts condamnant le régime. Belle prouesse dans une ville quadrillée. On comprend mieux maintenant la hâte du régime à nationaliser le moindre atelier offset ou ronéo, la moindre imprimerie. D'ailleurs, si beaucoup de choses changent, la censure, elle, reste. Dans les exemplaires de *Newsweek*, les deux pages traitant des rapports entre l'URSS et l'Europe de l'Est ont été arrachées.

En apparence pourtant, l'arrestation de Kader et des autres « *traîtres* » n'a pas beaucoup troublé l'Afghan moyen, qui n'a eu droit à aucune explication sérieuse sur les motifs ou l'ampleur du prétendu complot. Seule la moyenne bourgeoisie kaboulite a connu quelques moments de panique, qu'elle a manifesté en retirant son argent de la banque. Au bazar, les télévisions et les réfrigérateurs, biens de consommation durables, se sont bien vendus, malgré leurs prix prohibitifs.

Cette bourgeoisie de la capitale n'a pourtant pas vu ses privilèges sérieusement remis en cause. Elle a seulement pris l'habitude de se taire en public, ou même d'applaudir avec dévotion si les circonstances l'exigent, en la présence de militaires ou de membres du Khalq. Mais en privé, le ton monte : « *Tous des ordures* » lâche un riche médecin en feuilletant le *Kabul Times* où sont publiées les photos des nouveaux tenants du pouvoir.

L'opposition n'est cependant que verbale et la bourgeoisie afghane est trop faible pour représenter une réelle menace. Tel fonctionnaire s'enquiert des possibilités de travail en Europe, en se plaignant

que le gouvernement ne délivre plus de passeport ; tel autre cherche un moyen de faire sortir ses capitaux (dérisoires) du pays.

Les menaces réelles sont ailleurs, et le régime en est parfaitement conscient. Les féodaux et les propriétaires terriens, comme les chefs de tribus pachtounes, fiers de leurs privilèges, constituent le fer de lance de la réaction interne ; ils sont puissamment aidés par les mollahs, ces autorités religieuses présentes dans chaque village.

Pour la majorité d'entre eux, le gouvernement en place est « communiste et athée ». Ils ne se gênent pas pour le dire, et leur autorité est considérable : ce sont les interprètes du Coran, et souvent aussi des notables. Changer l'ordre des choses, remettre en cause la richesse des uns et le dénuement des autres, c'est bien sûr s'opposer à la loi divine.

L'opposition s'appuie en outre sur les sentiments antirusse de la population. Les Soviétiques ne se conduisent-ils pas comme en pays conquis, avec morgue et orgueil ? Pire, ne sont-ils pas des « kafirs », des incroyants par excellence ? Les divisions nationales et ethniques lui servent également de terrain d'agitation : les Pachtounes, présents depuis toujours dans les couches privilégiées du pouvoir kaboulite, ne risquent-ils pas de voir leur influence pondérée par la promotion d'autres ethnies ? Le gouvernement n'a-t-il pas, par ailleurs, menacé de sédentariser les tribus nomades, qui font une fructueuse contrebande avec le Pakistan ? Les privilégiés de tout bord s'inquiètent...

En pays pachtoune, dans les provinces de Pactia de Kunar, des heurts sérieux ont eu lieu. Les tribus n'ont pas supporté les menaces d'ingérence dans leurs affaires. Aidés par les « Frères musulmans » (extrême droite), ainsi que par des officiers et des dignitaires de l'ancien régime réfugiés au Pakistan, ils ont affronté l'armée afghane. Plusieurs dizaines de soldats auraient été tués, et l'aviation a effectué des bombardements « de représaille ». De l'autre côté de la frontière, l'armée pakistane a mis des camps d'entraînement à la disposition des « réfugiés » afghans.

Mais en pays Tadjik, Ouzbeke et Turkmène, des mullahs auraient également pris la tête de manifestations antigouvernementales. Des touristes occidentaux, assimilés par erreur à des Russes, auraient été « faits prisonniers » et ligotés pendant 24 heures, avant que le guide d'Afghan Tour ne vienne les délivrer. La région est bouclée, interdite aux touristes.

Dans ces régions, le pouvoir ne perd cependant pas son temps, et des milices de paysans pauvres armés de bâtons ou de fusils de chasse se sont constitués. Confronté à une forte opposition, le gouvernement n'hésite pas à donner un cours plus « radical » à la révolution. Nulle part ailleurs que dans les régions troublées, la réforme agraire et la mobilisation des paysans ne semblent aussi avancées.

Les difficultés de la réforme agraire

Aucune force n'est ménagée par le PDP pour briser l'attentisme des Afghans, et mobiliser les masses. Chaque jour le décret n° 6, abolissant l'usure, est expliqué dans tous ses détails à la radio. Chaque fête populaire est l'occasion d'un discours officiel. Ainsi, en pays Hazara, au centre de l'Afghanistan, nous avons assisté à un bouzkachi, le jeu national : des cavaliers armés de cravaches cinglantes se disputent un cadavre de chèvre dépitée (en lire



Carte des minorités, par « le Monde diplomatique ».

Pourquoi l'Urss a pu envoyer en Afghanistan des soldats tadjiks, ouzbeks et turkmenes ?

Pour expliquer les raisons de l'intervention soviétique en Afghanistan, nombre de commentateurs ont mis en avant la question des nationalités musulmanes en URSS même. La mode du livre d'Hélène Carrère d'Encausse, *L'Empire éclaté*, est pour beaucoup dans cette interprétation.

Pourtant, cette question ne semble pas avoir joué un rôle immédiat. À terme, il est certain que l'instabilité prolongée dans la région pouvait affecter la situation intérieure de l'URSS. Mais la forme de l'intervention militaire elle-même est lourde d'effets boomerang. Elle a aussitôt suscité une vive réaction des pays musulmans, comme l'a illustré la conférence d'Islamabad, qui chercheront à atteindre les populations musulmanes d'URSS.

Dans l'immédiat, les Soviétiques ont tenu à faire une démonstration de force en envoyant prioritairement à Kaboul des troupes recrutées dans les nationalités musulmanes d'Asie centrale. S'ils pouvaient se le permettre c'est pour des raisons économiques et sociales, que le correspondant du New York Times à Moscou, peu suspect de pro-soviétisme, expose dans un article du 13 janvier.

« ... Presque tout le monde dans les républiques d'Asie centrale, écrit antony Austin, semble fier de ce qui a été accompli en faisant de ces dépendances stagnantes du tsarisme des républiques modernes et productives. C'est particulièrement évident en Ouzbékistan, la république maîtresse d'Asie centrale et l'une des plus peuplées avec dix à douze millions d'habitants. L'analphabétisme, qui était de 98 % avant 1917, a été extirpé. » Alors qu'il est encore de 85 % en Afghanistan.

« L'espérance de vie en Ouzbékistan était de 40 ans avant la révolution, elle est maintenant de 70 ans » continue Austin. *L'espérance de vie est encore aux alentours de 40 ans en Afghanistan.* « Il y a un médecin pour 386 habitants en Ouzbékistan. Au Pakistan, il y a un médecin pour 6 000 habitants. Dans les quatre autres républiques d'Asie centrale, les progrès sont presque aussi nets, bien que les cinq républiques soient à un niveau de développement économique inférieur au reste de l'URSS. »

la magnifique description dans *les Cavaliers* de Kessel) puis, pendant une heure, les villageois ont écouté, avec une attention d'ailleurs toute relative, les discours sur les objectifs de la « Révolution d'avril », expliquant, en particulier, que les Hazaras, l'ethnie la plus opprimée et méprisée du pays, auraient toute leur place dans la nouvelle République démocratique d'Afghanistan.

La question nationale est, en effet, de toute première importance et c'est la première fois qu'il en est question officiellement. Unifié au siècle dernier sous la direction des tribus pachtoues, le pays a toujours vécu sous leur domination : les Pachtoues accaparaient les meilleures terres, réduisaient les Hazaras du centre à un quasi-esclavage et surtout s'assuraient les commandes du pays en investissant l'appareil d'Etat. Pourtant, ils ne représentent que 35 % de la population, et beaucoup sont nomades. On comprend que leurs préoccupations furent peu « démocratiques », quand le nouveau gouvernement fut formé, avec pour la première fois des représentants de toutes les nationalités. Est-ce le hasard, ou la force de leur pression, qui a fait que la plupart des ministres révoqués depuis deux mois soient précisément des non-Pachtoues ?

Autre signe que tout changement doit être amené avec la plus grande prudence, la question de la libération des femmes. La nomination à un ministère (les Affaires sociales bien entendu) d'une femme a été accueillie avec consternation au travers des campagnes. Dans un pays musulman, où l'achat des femmes pour le mariage est encore de règle, la tâche de l'Association des femmes mise sur pieds par le régime est immense. N'oublions pas qu'il y a moins de vingt ans qu'une femme est dévoilée dans les rues de Kaboul. Aujourd'hui encore, ce n'est qu'à Kaboul que l'on rencontre des femmes habillées à l'européenne, dans leur grande majorité issue de l'aristocratie et de la bourgeoisie.

Dans les provinces, un étranger invité par un ami afghan pourra passer plusieurs jours chez celui-ci, sans jamais voir son épouse ou ses filles. Les meur-

tres pour adultères sont pratique courante, aussi bien admise par la population que par les autorités qui ne trouvent là rien à redire... Ce n'est pas demain qu'une femme s'installera devant une tasse de thé dans une tchaïkana de campagne. Un grand espoir malgré tout : le cortège de plusieurs dizaines de femmes dans une manifestation de cet été à Kaboul.

La politique du gouvernement en direction des femmes est étroitement liée à celle de la santé et du contrôle des naissances. Perpétuellement enceintes, les Afghanes ne voient survivre qu'un faible nombre de leurs enfants, en raison des conditions d'hygiène lamentables, ou même inexistantes. En pays Hazara, ou dans les tribus nomades pachtoues, une femme devra accoucher quatre fois en moyenne pour espérer avoir un enfant qui vivra. Mais la propagande de l'hygiène et de la contraception ne nécessite pas seulement des moyens matériels et humains, d'ailleurs limités dans le pays. Elle requiert un profond changement de mentalité. Les enfants ne doivent, par exemple, plus être considérés comme un don de Dieu, que celui-ci accorde et reprend à son gré.

Dernière tâche colossale du régime, l'enseignement. 15 % seulement de la population est alphabétisée, dont plus de la moitié très sommairement, dans les écoles coraniques. Une bonne partie des très rares diplômés de l'enseignement supérieur préfère faire fructifier son capital intellectuel à l'étranger, plutôt que de rester dans un pays où leurs salaires seraient misérables. De nombreuses écoles ont été ouvertes ces derniers mois et des instituteurs ou des professeurs rapidement formés, parmi les étudiants chômeurs. Mais les prévisions les plus optimistes concluent à un taux de scolarisation ne dépassant pas 60 % pour les jeunes en 1985.

Le nombre de cadres acquis au nouveau pouvoir est limité ; les forces progressistes sont faibles ; les tâches sont gigantesques ; la stabilisation intérieure est loin d'être assurée (...)

Des paysans surgis du Moyen-Âge

Il ne tomba presque pas de neige en 1970 et 1971 sur les hauts plateaux des provinces de Kalal-Nao et de Chakcharan, au Nord-Ouest de l'Afghanistan. Le blé ne germa pas dans la terre desséchée. Les bergers poussèrent très loin leurs moutons dans la steppe, pour les nourrir d'épines, avant d'être contraints de les sacrifier par milliers. Les chevaux, affamés, furent chassés dans le désert.

Mais à la fin 1971, à gros flocons, la neige tomba plusieurs jours, isolant ces provinces du reste du pays. Les paysans se précipèrent à l'entrepôt royal pour acheter le blé. Les soldats du gouverneur montaient la garde, et ce dernier refusait de vendre le blé moins de dix fois son prix officiel. Les arbâbs, propriétaires de la terre ou de l'eau indispensable à l'irrigation, firent de même, multipliant par huit le

prix du blé vendu à leurs métayers. Lorsqu'il n'y eut plus de fourrage, les troupeaux moururent ; les familles vendirent le peu qu'elles avaient encore contre du blé. Les fonctionnaires achetèrent les filles à bas prix cette année-là.

100 000 morts de faim en 1972 !

En mars, il neigeait toujours : les paysans cherchèrent à déterrer les racines, puis mangèrent les semences gardées pour les prochaines semailles... Geste ultime, désespéré, pour repousser quelques jours la mort de faim et d'épuisement. Dans les villages, les enfants et les femmes, puis les hommes, mourraient sous l'œil imperturbable de

l'Arbâb. Les loups seuls prospèrent. Une épidémie frappa les chiens repus de cadavres, et dans plusieurs régions, le choléra anéantit la totalité de la population.

En avril 1972, un étudiant en médecine conduisit une manifestation de cinq mille paysans dans le bazar de Maïmanan exigeant l'ouverture des entrepôts où le blé commençait à pourrir. La police royale tira sur la foule, et l'étudiant fut incarcéré à vie.

Au printemps, la pluie ne cessa de tomber, et jamais le désert n'avait été aussi vert. Mais voilà, il n'y avait plus de semences pour planter le blé, et plus de troupeaux pour brouter l'herbe. A l'été 1972, la moitié de la province de Chakcharan avait péri, ainsi qu'environ le cinquième de celle de Kalal-Nao et de Maïmana. Les nomades, ayant perdu trop de chameaux, ne purent migrer. La seule nourriture, c'était l'herbe ou les mûres.

Les propriétaires ne s'inquiétaient pas : les terres étaient bonnes, et d'autres métayers viendraient. A Kaboul, un fonctionnaire du ministère de l'Agriculture déclara : « *Si les paysans mangent de l'herbe, ce n'est pas grave ; ils en ont l'habitude, ce sont des bêtes.* »

Les secours en blé acheminés par les coopérateurs américains dans les zones sinistrées vinrent le plus souvent grossir les réserves de l'Arbâb, et les paysans ne purent en recevoir qu'en signant en « échange » leur accord pour effectuer dans le futur, et sans limitation, toutes les corvées exigées...

Celles-ci n'eurent jamais lieu. En 1973 ; le roi Zaher Shah était renversé par un coup d'Etat. Daoud, son beau-frère et cousin, prenait le pouvoir. La famine avait fait environ cent mille morts. Deux à trois mille, affirme-t-on, rassurant, à Kaboul.

90 % de la population vit de la terre. Les nomades ont quasiment l'exclusivité de l'élevage : essentiellement des moutons, mais aussi des boeufs et des chevaux, dans le nord du pays. 45 % des cultures sont irriguées, mais bien moins le sont effectivement toute l'année. Ce sont des petites exploitations. Le métayer, en échange de la terre, de l'eau, des semences et de l'outillage, doit donner jusqu'au cinquième de sa récolte à l'Arbâb, le propriétaire féodal. Dans les zones non irriguées ; la terre est à celui qui l'ensemence... Mais qu'y poussent-ils ? Le paysan veut-il acheter un lopin, ou quelques outils ? Il doit emprunter à l'usurier, qui lui réclamera alors la moitié de la récolte, ou pratiquera des taux atteignant parfois 400 % !

Ces quelques chiffres suffisent à montrer combien la clé de toute transformation du pays et de son développement ultérieur réside dans une radicale réforme agraire. Une telle réforme a pourtant toujours été différée par les dirigeants, et pour cause : il n'allaient pas scier la branche sur laquelle ils étaient assis.

Même Amanullâh (1919-1929), le roi réformateur qui ira jusqu'à interdire le port du costume traditionnel dans les rues de Kaboul, et même tenter d'établir le service militaire obligatoire... pour les nomades (!), ne fera que quadrupler l'impôt foncier, que d'ailleurs les propriétaires fonciers s'empressèrent de répercuter, amplifié, sur leurs métayers.

De 1929 à 1973, c'est le grand gel. Certes, le pays s'ouvre peu à peu à l'extérieur. L'aide étrangère afflue... pour prendre le chemin des comptes en banque suisses. Quelques routes sont construites, mais aucun changement ne vient tirer les campagnes du Moyen Age.

En 1973, Daoud promet enfin la réforme agraire. Une circulaire sort bien, trois ans plus tard ; le Premier ministre, cousin du Roi, donne l'exemple en mettant en vente quelques hectares de ses immenses propriétés. Las, seuls les riches paysans et les féodaux fortunés purent se porter acquéreurs. Le seul que Daoud s'était engagé à juguler, et de multiplier par cinq les revenus de l'impôt foncier.

Symboliquement, le ministère de l'Agriculture du nouveau régime est aussi nommé ministère de la Réforme agraire. Le gouvernement ne s'est d'ailleurs pas contenté de faire miroiter une réforme, actuellement en cours d'élaboration dans les cabinets ministériels ; soucieux d'obtenir dès maintenant l'appui populaire qui constitue le meilleur garant de son existence, il a proclamé au début de l'été le décret n°6.

Le décret n° 6

Décret révolutionnaire, puisque sur l'ensemble du territoire les paysans ont pu apprendre l'abolition de l'usure. Selon le décret, plus aucune terre ne peut-être saisie pour cause de dettes, comme cela était pratique courante. Ces mêmes dettes sont abolies dès lors qu'elles remontent à plus de cinq ans. Celles vieilles de quatre ans sont remboursables à raison de 20 % de leur montant, et sans intérêt ; celles de trois ans, à 40 %, et ainsi de suite.

Modérée en apparence, cette réforme, si elle est effectivement appliquée, sonne le glas du pouvoir absolu des féodaux sur les paysans. En effet, alors que le paysan sans terre ne touche bien souvent que 20 % de la récolte (il doit payer 20 % au propriétaire de la terre, 20 % au possesseur de l'eau, autant pour les semences, et autant pour les outils), il doit avoir recours aux usuriers pour les investissements indispensables. Il arrive que les taux d'usure pratiqués ne connaissent pas de limite, le paysan devant verser une rente à vie en remboursement de son emprunt. Obligé d'hypothéquer sa terre, il est contraint de la vendre au bout d'un an ou deux, et vient grossir le nombre des chômeurs et des travailleurs improductifs de la ville. A son tour, l'exode rural permet de faire pression sur les salaires des ouvriers et des employés des villes. Les prix augmentent, les salaires stagnent, et la production des campagnes diminue.

En effet, conservateur par nature, l'Arbâb ne cultive que la partie de ses terres nécessaire à son train de vie. Il préfère faire de l'argent au moyen de l'usure que de mettre toutes ses terres en valeur : l'idée de réaliser des investissements en matériel et en engrais lui est étrangère. La réforme agraire, en brisant le carcan des relations féodales, peut donc permettre une nette augmentation de la production.

Mais les responsables du gouvernement sont conscients qu'un décret, ou même une réforme lancée d'en haut, ne peut suffire à briser des liens de dépendance remontant à plusieurs générations. Il y a loin en effet de la promulgation d'une loi à son application réelle. Néanmoins, le décret n° 6, expliqué et commenté chaque jour à la radio, semble avoir produit ses premiers effets. Dans certaines régions, des affrontements entre féodaux et paysans faisant valoir leurs nouveaux droits ont déjà eu lieu. Une interprétation hâtive du décret conduit même certains d'entre eux à refuser tout remboursement de dette ou à réclamer la terre qu'ils cultivent. N'ont-ils pas entendu à la radio que ce décret était un premier pas vers « la terre à ceux qui la travaillent ».



Hazrat Sebratullah Majodidi,
leader du Front National de Libération
(courant des guérillas),
photographié au Pakistan début 1979.

Dans la majorité des cas pourtant, c'est plutôt le problème inverse qui se pose : les mollahs prêchent que tout bon musulman doit rembourser ses dettes, s'il veut être en accord avec le Coran. Habilement, le gouvernement a répliqué que l'usure, comme le prêt avec intérêt, étaient interdits par le Coran, forçant les mollahs à prendre position sur cette « loi » coranique. Certes, les féodaux ne prêtent pas vraiment avec intérêt, car la pratique du « Salam » leur permet de tourner le livre sacré : on conviendra, par exemple, que la somme prêtée était plus importante, ou on sera obligé de rembourser en achetant au prêteur des produits à un prix plus élevé, ou encore on hypothéquera terres et maisons... Jusqu'à présent, les mollahs ne déployaient pas un zèle extraordinaire pour faire appliquer le Coran en ce domaine. Leurs liens avec les propriétaires fonciers sont étroits.

Au PPD, on sait bien que la réalisation d'une réforme agraire qui ne conduit pas à la création d'une classe de gros paysans capitalistes, comme les « koulaks » en Inde, nécessite une mobilisation de masse des paysans. C'est pourquoi le décret n° 6, loin d'être conçu comme une fin en soi, est utilisé comme véhicule d'une agitation de masse dans les

campagnes, et l'organisation des paysans. « *La mesure était nécessaire, nous explique un membre du parti, pour que les paysans nous fassent confiance.* » Et il ajoute fièrement : « *Nous avons fait ce que nous promettions depuis des années dans l'opposition. Les paysans comprennent qu'il ne s'agit pas seulement de slogans creux comme ils en ont tellement entendu auparavant.* »

Les meetings tenus dans les woolswali (municipalités) pour expliquer le décret s'accompagnent toujours de la mise en place d'organisations paysannes : des fonds d'entraide sont destinés aux paysans sans terre. Contre trente afghanis par mois (environ 40 F), ces derniers peuvent obtenir des prêts sans intérêt. Si une personne de la famille meurt, ou est handicapée, la famille n'aura pas à emprunter les sommes souvent considérables nécessaires aux funérailles ; le fonds y pourvoiera. « *Mais, précise le parti, les paysans doivent pouvoir contrôler le fonds.* » C'est pourquoi, il est constitué au niveau du village, ou d'un groupe de petits villages, n'excédant pas cinq cents familles, et les membres du bureau qui en assurent la gestion sont élus. Ces fonds d'entraide devraient regrouper plus du tiers de la paysannerie afghane.

Pour les petits paysans, disposant de moins de quatre hectares de terre de première catégorie (il y a sept catégories, selon la qualité et l'irrigation), des organisations similaires sont mises en place, baptisées coopératives. Il ne s'agit pas de coopératives de production, mais là aussi, de fonds d'entraide. Ces coopératives collectent l'argent suivant la surface de la terre possédée, et le placent à la banque. Celle-ci consent en contre-partie des Prêts sans intérêt aux petits et moyens paysans, qui constituent 84 % des propriétaires. Ce n'est que par la suite que seront constituées de véritables coopératives de production.

Répondant ainsi à la propagande de la réaction selon laquelle le gouvernement « *communiste* » veut prendre la terre (et les femmes !), les nouvelles autorités tentent de donner aux paysans les moyens de s'aider eux-mêmes, en court-circuitant les autorités traditionnelles. Des mesures qui ne peuvent que renforcer les contradictions de classe dans les villages et saper un peu plus le pouvoir des féodaux. C'est ainsi que prudemment on prépare la voie de la réforme agraire.

Cependant, pour maintenir leur pouvoir, les féodaux ne bénéficient pas seulement de leur autorité traditionnelle et de la puissance de leurs bandes armées ; ils pouvaient compter sur la bienveillance d'une administration plus que complaisante à leur égard. Qu'en est-il aujourd'hui ? Il semble que les propriétaires fonciers aient perdu de leur arrogance, et se fassent plus discrets. Mais pour supprimer la corruption, il faudrait réformer l'administration (seuls les postes de direction ont changé de titulaire) et surtout octroyer aux fonctionnaires des salaires décents, ce qui est loin d'être le cas.

Certes, les paysans devraient maintenant pouvoir compter sur l'aide de l'armée. Mais, plus important, le Parti populaire démocratique a pris l'initiative de constituer, dans chaque district, des comités associant militants, fonctionnaires et paysans, pour résoudre les problèmes des travailleurs de la terre. « *En cas de conflit, les paysans n'ont plus de recours aux cours de justice, où les mollahs et les féodaux sont influents, mais à ces comités qui tranchent et disposent également du pouvoir exécutif (...)* »

Trotsky et les interventions de l'Armée rouge

L'intervention de l'Armée soviétique à Kaboul est la première intervention massive de ce type depuis la Seconde Guerre mondiale. Elle soulève des questions de méthode qui ont déjà été abordées par Trotsky en plusieurs occasions : lors de l'offensive en Pologne (1920), de l'intervention en Géorgie (1921), de l'occupation de la Pologne, des pays baltes et de la Finlande (1939-1940).

Entre les deux premiers exemples et les trois derniers, il y a une différence majeure. Dans les premiers l'Armée rouge était encore celle de la révolution d'Octobre, sous direction bolchevique, et non celle de la bureaucratie consolidée et contre-révolutionnaire.

Aucun exemple ne permet une analogie mécanique et une transposition des réponses. Les analyses développées dans chaque cas donnent cependant de précieuses indications de méthode.

Nous nous plaçons toujours sur le terrain de la lutte de classes internationale, nous partons des rapports mondiaux entre les classes et de leur dynamique. La défense de l'Etat ouvrier elle-même est subordonnée à la révolution mondiale, à l'élévation du niveau de conscience et d'organisation du prolétariat mondial.

Dans ce cadre, nous écartons catégoriquement le principe pacifiste ou neutraliste de la non-ingérence : « Robespierre disait que les peuples n'aiment pas les missionnaires armés de baïonnettes. Il voulait dire par là qu'on ne peut pas imposer par la force armée des idées et des institutions à d'autres peuples. Cette pensée ne signifie évidemment pas qu'une intervention militaire dans d'autres pays pour soutenir la révolution soit inadmissible, mais une telle intervention, comme partie constitutive d'une politique révolutionnaire internationale doit pouvoir être comprise par le prolétariat international ; elle doit répondre aux vœux des masses laborieuses du pays sur le territoire duquel pénètrent les troupes révolutionnaires. » (*Défense du marxisme*, p. 130.)

C'est également dans ce cadre d'ensemble que doivent être analysées et situées des questions telles que les revendications nationales, au fur et à mesure que s'aiguise, jusqu'à la guerre ouverte, le conflit entre les classes : « Les facteurs secondaires que sont l'indépendance nationale de la Finlande et de la Norvège, la défense de la démocratie, etc., malgré leur importance en eux-mêmes sont inclus maintenant dans le conflit des forces mondiales incomparablement plus puissantes et leur sont entièrement subordonnées. Nous sommes contraints d'exclure ces facteurs secondaires de nos calculs pour définir notre politique à partir de facteurs fondamentaux. » (*Défense du marxisme*, p. 254.)

Au moment de l'intervention militaire en Géorgie, en 1921, c'est le Parti bolchevique de Lénine et de Trotsky,

pas encore celui de Staline, qui est au pouvoir. Trotsky consacra tout un livre (*Entre l'impérialisme et la révolution*, édition la Taupe), à défendre cette intervention. La Géorgie à gouvernement menchevique était devenue en pleine guerre civile une place d'armes de l'impérialisme (britannique en particulier) tournée contre la République des soviets. Cependant, les mencheviques avaient obtenu aux élections six cent quarante mil voix contre vingt-quatre mille seulement aux bolcheviques, durement réprimés par leurs milices. L'intervention militaire a donc revêtu le caractère d'un putsch, précipité par Staline et Ordjonikidzé, dans le contexte douteux de l'année 1921 où une aile du Parti bolchevique encourageait des actions aventureuses, comme celle de mars en Allemagne, pour stimuler la révolution et s'opposer à l'adoption de la nouvelle politique économique en URSS. Dans le contexte de Kronstadt également.

Dans son *Staline*, comme dans *Défense du marxisme*, Trotsky a par la suite exprimé de fortes réserves sur l'opportunité politique et le bénéfice tactique d'une telle intervention. Il n'a cependant jamais cessé de combattre toutes les objections formulées du point de vue de principes formels : « En 1921, la République soviétique, soviétisée par la force la Géorgie, qui constituait la porte ouverte à l'invasion du Caucase par les forces de l'impérialisme. Du point de vue des principes, on aurait pu avancer bien des objections contre ce mode de soviétisation ? Du point de vue de l'élargissement de l'arène de la révolution socialiste, l'intervention militaire dans un pays paysan représentait une entreprise plus que douteuse. Mais du point de vue de l'autodéfense d'un Etat ouvrier entouré d'ennemis, la soviétisation forcée était justifiée : le salut de la révolution socialiste se place au-dessus des principes formels de la démocratie. » (*Défense du marxisme*, p. 254.)

Il faut souligner que la situation concrète est fortement soulignée et la possibilité de la soviétisation forcée défendue du strict point de vue de la défense de l'Etat ouvrier, isolé et assiégé, en proie à la guerre civile.

L'occupation d'une partie de la Pologne par Staline, en 1939, constitue le fruit immédiat du marchandage entre Hitler et Staline dans le cadre du pacte germano-soviétique. En pénétrant en Pologne, l'Armée rouge s'efforce de gagner un appui social en prenant bureaucratiquement une série de mesures économiques et sociales.

Trotsky souligne alors que l'expropriation des expropriateurs, mesure progressiste et révolutionnaire par nature, s'effectue de manière militaro-bureaucratique au détriment de toute action indépendante des masses. Si la mesure est en soi progressiste, le critère essentiel pour juger de l'intervention n'est pas la transformation des rapports de propriété, mais les changements dans la conscience et l'organisation du prolétariat mondial. De ce

point de vue, la politique de Staline, considérée globalement, garde son caractère réactionnaire. Qui plus est, l'extension bureaucratique de l'Etat ouvrier peut contribuer à augmenter le prestige de la bureaucratie et les illusions, dans certains secteurs du mouvement ouvrier, sur les vertus des manœuvres bureaucratiques.

La IV^e Internationale s'oppose alors à l'annexion de nouveaux territoires par le Kremlin et se prononce pour l'indépendance de l'Ukraine soviétique. Elle prône aux révolutionnaires polonais de prendre part à l'expropriation des expropriateurs et à la création de comités en préservant leur indépendance politique; de se porter au premier rang de la résistance contre Hitler en cas d'intervention allemande; de développer « en même temps » leur propagande révolutionnaire contre Staline et la bureaucratie. Car la défense de l'URSS lie indissociablement la lutte pour le développement de la révolution mondiale et la lutte pour renverser la bureaucratie qui mine l'Etat ouvrier.

Trotsky considère alors l'hypothèse de l'insurrection simultanée sur deux fronts, contre Hitler et Staline, comme une hypothèse d'école et une vue de l'esprit. Il précise en conséquence l'ordre des priorités en fonction de critères sociaux: si Hitler cherchait à s'emparer de l'Ukraine avant qu'elle soit devenue indépendante, alors « nous défendrons contre Hitler cette Ukraine asservie par Staline ». (P. 130.)

L'invasion de la Finlande par l'Armée rouge s'inscrit dans une situation de guerre.

La politique intérieure et extérieure de la bureaucratie fait système. Si la politique du gouvernement soviétique avait été la défense internationaliste de la révolution mondiale, elle aurait exercé une attraction irrésistible sur la Finlande, et l'invasion aurait été soit inutile, soit soutenue par un mouvement de masse.

Or, « Staline, n'a trouvé aucune espèce de soutien en Finlande ». Dans ces conditions, l'invasion a eu « le caractère direct et manifeste d'un acte de violence militaire. La responsabilité de cet acte de violence incombe entièrement et indivisiblement sur l'oligarchie de Moscou » (*Défense du marxisme*, p. 231).

L'opinion populaire en URSS même était hostile à l'intervention, mais partagée sur la voie à suivre, du fait que la défense de l'Etat ouvrier était tout de même en jeu, par-delà les aventures et mésaventures de la bureaucratie. Ce que Trotsky traduisait en ces termes dans un article du 13/3/1940: « Le sentiment général dans le pays est sans aucun doute le suivant: Nous n'aurions pas dû entreprendre cette guerre qui n'en valait pas la peine. Mais une fois cette guerre commencée, il aurait fallu la mener jusqu'au bout. C'est-à-dire jusqu'à la soviétisation de la Finlande. » Alors que l'Armée rouge s'est retirée devant les menaces franco-britanniques, ne laissant derrière elles que des bases militaires.

Tout en critiquant impitoyablement la politique de la bureaucratie, Trotsky appelait à la mobilisation contre la campagne d'opinion impérialiste en rappelant que les accords épisodiques entre la bourgeoisie mondiale et la bureaucratie du Kremlin ne changent pas le fait que, « prise à l'échelle historique, la contradiction qui existe entre l'impérialisme et l'URSS est infiniment plus profonde que les antagonismes qui opposent les pays impérialistes les uns aux autres ». (*Ecrits sur la Deuxième Guerre mondiale*, édition la Taupe, p. 210.)

Les différences entre ces précédents et l'Afghanistan sont nombreuses. Tout d'abord le contexte est différent, à moins que l'on considère déjà comme révolue la période et la politique de coexistence pacifique. Mais aussi parce qu'il existait en Afghanistan une guerre civile qui n'existait ni en Finlande ni en Pologne.

le problème des territoires occupés

Extraits de «*Défense du marxisme*» EDI Paris

Au moment où j'écris ces lignes, le sort des territoires occupés par l'Armée rouge reste toujours obscur. Les dépêches se contredisent, car les deux parties mentent à l'envi. Mais les rapports de forces sur le terrain sont sans aucun doute toujours forts incertains. Une partie des territoires occupés sera indubitablement incorporée à l'URSS. Sous quelle forme, précisément ?

Supposons un instant que, conformément au pacte conclu avec Hitler, le gouvernement de Moscou conserve intacts les droits de la propriété privée dans les territoires occupés et se borne au « contrôle » sur le modèle fasciste. Une telle concession revêtirait sur le plan des principes une très grande importance et pourrait constituer le point de départ d'un nouveau chapitre de l'histoire du régime soviétique et donc d'une nouvelle appréciation, de notre point de vue, de la nature de l'Etat soviétique.

Il est plus vraisemblable, cependant, que dans les territoires qui doivent être incorporés à l'URSS, le gouvernement de Moscou procédera à l'expropriation des grands propriétaires et à l'étatisation des moyens de production. Cette orientation est plus probable, non parce que la bureaucratie reste fidèle au programme socialiste, mais parce qu'elle ne veut ni ne peut partager le pouvoir et les privilèges qui en découlent avec les anciennes classes dirigeantes dans les territoires occupés. Ici, une analogie se présente d'elle-même. Le premier Bonaparte arrêta la révolution au moyen d'une dictature militaire. Toutefois, lorsque les troupes françaises envahirent la Pologne, Napoléon signa un décret stipulant: « Le servage est aboli ». Cette mesure n'était dictée ni par les sympathies de Napoléon pour les paysans ni par des principes démocratiques, mais par le fait que la dictature bonapartiste s'appuyait sur

les rapports de propriété bourgeois et non féodaux. Etant donné que la dictature bonapartiste de Staline s'appuie sur la propriété d'Etat et non sur la propriété privée, l'invasion de la Pologne par l'Armée rouge doit, dans ces conditions, entraîner l'abolition de la propriété privée capitaliste, afin d'aligner le régime des territoires occupés sur celui de l'URSS.

Mesure révolutionnaire par sa nature, « l'expropriation des expropriateurs » s'effectue dans ce cas de manière militaro-bureaucratique. Tout appel à une action indépendante des masses — mais sans un tel appel, fût-il très prudent, il est impossible d'établir un nouveau régime — sera, sans nul doute, étouffé le lendemain même par d'impitoyables mesures de police, afin d'assurer la prépondérance de la bureaucratie sur les masses révolutionnaires en éveil. C'est là un aspect de la question. Mais il y en a un autre. Pour avoir la possibilité d'occuper la Pologne au moyen d'une alliance militaire avec Hitler, le Kremlin a depuis longtemps trompé et continue de tromper les masses en URSS et dans le monde entier et a, de ce fait, provoqué la décomposition complète des rangs de sa propre Internationale communiste. Le critère politique essentiel pour nous n'est pas la transformation des rapports de propriété dans cette région ou une autre, si importants qu'ils puissent être par eux-mêmes, mais le changement à opérer dans la conscience et l'organisation du prolétariat mondial, l'accroissement de sa capacité à défendre les conquêtes antérieures et à en réaliser de nouvelles. De ce seul point de vue décisif, la politique de Moscou, considérée globalement, conserve entièrement son caractère réactionnaire et demeure le principal obstacle sur la voie de la révolution internationale.

Notre appréciation générale du Kremlin et de l'Internationale

tionale communiste ne modifie pas, cependant, le fait particulier que l'étatisation des formes de la propriété dans les territoires occupés constitue en soi une mesure progressiste. Il faut le reconnaître ouvertement. Si Hitler lançait demain ses armées à l'assaut de l'Est afin de rétablir « l'ordre » dans la Pologne orientale, les travailleurs d'avant-garde défendraient contre Hitler ces nouvelles formes de propriété établies par la bureaucratie bonapartiste soviétique.

L'étatisation des moyens de production constitue, nous l'avons dit, une mesure progressiste. Mais son caractère progressiste est relatif ; son poids spécifique dépend de la somme de tous les autres facteurs. Nous devons donc, avant tout, admettre que l'extension des territoires dominés par l'autocratie bureaucratique et parasitaire, sous la couverture de mesures « socialistes », peut augmenter le prestige du Kremlin, engendrer des illusions sur la possibilité de remplacer la révolution prolétarienne par des manœuvres bureaucratiques. Ce mal l'emporte de loin sur le contenu progressiste des réformes stalinienne en Pologne. Pour que la nationalisation de la propriété dans les territoires occupés, comme en URSS même, devienne une base de développement progressiste, c'est-à-dire socialiste, il faut renverser la bureaucratie de Moscou. Notre programme conserve, par conséquent, toute sa force. Les événements ne nous ont pas pris au dépourvu. Il faut seulement les interpréter correctement. Il faut bien comprendre que la nature de l'URSS et sa situation internationale renferment des contradictions aiguës. On ne peut échapper à ces contradictions à l'aide de tours de passe-passe terminologiques (« Etat ouvrier », « Etat non ouvrier »). Il faut prendre les faits tels qu'ils sont. Il faut définir une politique en partant des rapports et des contradictions réels.

Nous ne confions au Kremlin aucune mission historique. Nous étions et nous restons opposés à l'annexion de nouveaux territoires par le Kremlin. Nous sommes pour l'indépendance de l'Ukraine soviétique, et si les Biélorusses

eux-mêmes le veulent, pour l'indépendance de la Biélorussie soviétique. En même temps, dans les parties de la Pologne occupées par l'Armée rouge, les partisans de la IV^e Internationale prennent part de la manière la plus décidée à l'expropriation des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, au partage de la terre entre les paysans, à la création de soviets et de comités ouvriers, etc. Ce faisant, ils préservent leur indépendance politique, ils luttent au cours des élections aux soviets et aux comités d'usines pour la complète indépendance de ces derniers vis-à-vis de la bureaucratie et ils mènent une propagande révolutionnaire dans un esprit de défiance à l'égard du Kremlin et de ses agents locaux.

Mais supposons qu'Hitler tourne ses armes contre l'Est et qu'il envahisse des territoires occupés par l'Armée rouge. Dans ces conditions, les partisans de la IV^e Internationale, sans changer en quoi que ce soit leur attitude à l'égard de l'oligarchie du Kremlin, mettront au premier plan comme la tâche la plus urgente du moment, la résistance militaire à Hitler. Les ouvriers diront : « Nous ne pouvons laisser à Hitler le soin de renverser Staline ; c'est notre tâche. » Pendant la lutte armée contre Hitler, les ouvriers révolutionnaires s'efforceront de nouer des contacts fraternels aussi étroits que possible avec les simples soldats de l'Armée rouge. Tandis que, les armes à la main, ils porteront des coups à Hitler, les bolcheviques-léninistes mèneront en même temps une propagande révolutionnaire contre Staline, afin de préparer son renversement à l'étape suivante et peut-être même prochaine.

Ce type de « défense de l'URSS » diffèrera naturellement comme le ciel et la terre de la défense officielle qui se mène aujourd'hui sous le mot d'ordre « Pour la patrie ! Pour Staline ! ». Notre défense de l'URSS se mène sous le mot d'ordre : « Pour le socialisme ! Pour la révolution mondiale ! Contre Staline ! » Afin que ces deux aspects de « défense de l'URSS » ne créent pas de confusion dans la conscience des masses, il faut savoir formuler de façon claire et précise les mots d'ordre qui correspondent à la situation concrète.

L'interview au « Post-Dispatch » dans les Ecrits sur la Deuxième Guerre Mondiale de Trotsky

Edition la Taupe, Bruxelles

● Estimez-vous, en tant qu'ancien chef de l'Armée rouge, qu'il était nécessaire pour les Soviétiques de faire mouvement dans les Etats baltes, en Finlande et en Pologne, pour mieux se défendre eux-mêmes contre une agression ? Croyez-vous qu'un Etat socialiste puisse se permettre d'étendre le système socialiste à un Etat voisin en utilisant la force des armes ?

— On ne peut douter que le contrôle des bases militaires de la côte balte présente des avantages stratégiques. Mais cela seul ne peut déterminer la question de l'invasion des pays voisins. La défense d'un Etat ouvrier isolé dépend dans une bien plus large mesure du soutien des masses laborieuses à travers le monde que de deux ou trois points stratégiques supplémentaires. Ce fait est indubitablement établi par l'histoire de l'intervention étrangère dans notre guerre civile de 1918-1920.

Robespierre disait que les peuples n'aiment pas les missionnaires armés de baïonnettes. Naturellement, cela n'exclut pas le droit et le devoir de fournir une aide militaire provenant de l'extérieur aux peuples en lutte contre l'oppression. Par exemple, en 1919, quand l'Entente étrangla la révolution hongroise, nous avons naturellement le droit d'aider la Hongrie en prenant des mesures militaires. Cette aide eût été comprise et justifiée par les masses

laborieuses du monde entier. Malheureusement, nous étions trop faibles. A présent, le Kremlin est beaucoup plus puissant du point de vue militaire. Toutefois, il a perdu la confiance des masses, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur.

S'il y avait une démocratie soviétique en URSS ; si le progrès technologique était accompagné de l'avènement de l'égalité sociale ; si la bureaucratie était radicalement écartée, au profit de l'auto-gouvernement des masses, Moscou représenterait une si terrible force d'attraction, particulièrement pour ses plus proches voisins, que l'actuelle catastrophe mondiale conduirait inévitablement les masses de Pologne (non seulement les Ukrainiens et les Russes blancs, mais aussi les Polonais et les Juifs) sur la voie de l'union avec l'URSS.

A présent, cette importante pré-condition pour une intervention révolutionnaire est inexistant ou presque. L'étranglement des peuples de l'URSS, particulièrement des minorités nationales, par des méthodes policières, a éloigné de Moscou les masses laborieuses des pays voisins. L'invasion de l'Armée rouge est regardée par les populations non comme une libération mais comme un acte de violence, et par là, elle facilite la mobilisation, par les puissances impérialistes, de l'opinion publique mondiale contre l'URSS. C'est pourquoi l'occupation fera en fin de compte plus de tort que de bien à l'URSS.



Supplément à «Rouge» n° 906